



# EUI WORKING PAPERS IN HISTORY

EUI Working Paper HEC No. 90/3

**Significations de la lettre de naturalité  
dans la France des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles**

JEAN-FRANÇOIS DUBOST

European University Institute, Florence



*Please note*

As from January 1990 the EUI Working Paper Series is divided into six sub-series, each sub-series will be numbered individually (e.g. EUI Working Paper LAW No 90/1).

**EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE, FLORENCE**

**DEPARTMENT OF HISTORY AND CIVILIZATION**

**EUI Working Paper HEC No. 90/3**

**Significations de la lettre de naturalité  
dans la France des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles**

**JEAN-FRANÇOIS DUBOST**

**BADIA FIESOLANA, SAN DOMENICO (FI)**



All rights reserved.  
No part of this paper may be reproduced in any form  
without permission of the author.

© Jean-François Dubost  
Printed in Italy in October 1990  
European University Institute  
Badia Fiesolana  
I-50016 San Domenico (FI)  
Italy







ecclésiastiques...). Pour l'étranger, le seul moyen d'échapper au droit d'aubaine, est d'obtenir du prince des lettres de naturalité, dans lesquelles et par lesquelles le souverain stipule qu'il renonce à l'exercice du droit d'aubaine sur les biens de l'étranger "naturalisé".

Or, depuis les années 1750, le droit d'aubaine et le statut qui en découle pour l'étranger sont reprouvés par l'ensemble de l'opinion éclairée et par la classe dirigeante elle-même. Depuis cette date environ, on voit la plupart des Etats européens renoncer à l'exercice du droit d'aubaine, renonciation, solennellement proclamée dans des accords bilatéraux. En 1786, lorsqu'est publié le *Traité de jurisprudence* de Guyot, le droit d'aubaine est presque entièrement tombé en désuétude.

Cette évolution, qui se produit à la fois dans les mentalités et dans la politique des Etats, n'a pas été sans incidence sur la portée et la signification de la lettre de naturalité. En effet dès lors que le droit d'aubaine n'est plus appliqué que de façon exceptionnelle, la lettre de naturalité perd l'une de ses fonctions essentielles et doit trouver un autre contenu. Ce nouveau contenu c'est la naturalisation au sens moderne du mot.

Il nous faut donc définir ou tout au moins déterminer de façon aussi précise que possible, l'ancien contenu de la lettre de naturalité. Pour ce faire nous partirons du décalage observé entre le concept de naturalisation qui se dégage dans la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, et le texte même des lettres de naturalité qui se situe bien en retrait par rapport à ce concept. En effet, si l'on parcourt le texte de lettres de naturalité délivrées dans les années 1570-1650, l'équivalence entre "naturalité" et "naturalisation" au sens contemporain du terme, ne peut être établie à moins de forcer le sens des textes. Exempter l'étranger du droit d'aubaine reste toujours l'objet essentiel de la lettre.

Je propose donc de reprendre la réflexion sur l'effet des lettres de naturalité, là où elle a été abandonnée, c'est à dire dans les années 1943-1945 avec deux thèses de droit : l'une de Jacques Boizet, *Les lettres de naturalité sous l'Ancien Régime*, l'autre de Marguerite Vanel, *Evolution historique de la notion de Français d'origine du XVI<sup>e</sup> siècle au code civil*<sup>2</sup>. Pour ce faire, il faut redonner à l'histoire de la lettre de naturalité la perspective évolutive qui lui manque dans ces ouvrages. En effet, la question de la genèse des lettres de naturalité y est bien posée et la filiation, déjà indiquée par Guyot, à partir de la lettre de bourgeoisie médiévale est établie, le passage de l'une à l'autre s'effectuant au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle. Mais dès lors que cette filiation est indiquée, il est considéré comme admis que le contenu des lettres ne varie plus à partir du début du XVI<sup>e</sup> siècle.

C'est contre ce phénomène de télescopage historique que nous voudrions aller dans cette étude puisqu'il nous semble, à la lecture des documents eux-mêmes, que la lettre de naturalité n'est plus, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce qu'elle était dans les années



1570. Pour percevoir cette évolution, nous partirons de la diversité qui s'observe dans l'usage des lettres de naturalité. Cette diversité nous renverra à l'existence de deux grandes catégories de lettres de naturalité, différentes dans leur nature et dans leurs effets. Cette distinction permettra elle-même de mieux cerner le contenu et la définition de ce qui, dès le XVI<sup>e</sup> siècle est appelé "naturalisation".

Cette étude porte sur le dernier quart du XVI<sup>e</sup> siècle et sur l'essentiel du XVII<sup>e</sup> siècle : en gros les années 1570-1690. Cette tranche chronologique qui, *a priori*, semble ne correspondre à rien, peut surprendre. A l'origine j'avais l'intention de faire porter l'étude sur le siècle qui s'étend de 1570 à 1670, siècle charnière où s'accomplit l'inflexion définitive vers l'Etat absolutiste. Puis je me suis très vite rendu compte qu'en ce qui concerne la naturalisation et les lettres de naturalité, certaines évolutions n'étaient pas achevées au début des années 1670 et qu'il fallait prolonger l'étude sur une vingtaine d'années supplémentaires. En effet tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle, la forme et le contenu des lettres de naturalité évoluent insensiblement, jusqu'au début des années 1690, moment où ils se fixent sur un modèle qui ne varie plus jusqu'à la Révolution.

La première coupure chronologique correspond quant à elle, au moment où se produisent une série d'inflexions majeures dans le domaine des idées politiques et qui permettent à une conception de l'Etat plus abstraite et plus forte de s'imposer peu à peu en France. Je fais bien évidemment allusion à l'oeuvre de Jean Bodin. Par ailleurs, c'est également dans le dernier quart du XVI<sup>e</sup> siècle, et plus particulièrement dans les années 1570, que se produit une autre mutation dans la définition réciproque du Français et de l'étranger. C'est en effet à ce moment-là que le droit du sang qui, dans la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle jouait encore pour une part importante dans cette définition, est mis de côté au profit du droit du sol appelé à dominer la conception de la nationalité durant tout le XVII<sup>e</sup> siècle. Dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, dans les traités juridiques tels que ceux de Bacquet, c'est uniquement le droit du sol qui est pris en compte dans la définition de l'étranger.

L'essentiel du corpus de recherche est bien sûr constitué par les lettres de naturalité retrouvées pour la période considérée. La thèse que j'ai entreprise portant sur les Italiens en France, j'ai été naturellement amené à me pencher principalement sur des lettres octroyées à des Italiens d'origine. Toutefois, il va de soi que je n'ai pas négligé les naturalités accordées à des non italiens et ce, afin de ne pas priver cette enquête de sa portée générale. Précisons enfin que les sources concernant les lettres de naturalité se répartissent en deux grands ensembles : les lettres originales (très rares), et les copies de lettres qui permettent dans les deux cas de disposer du texte même de la naturalité. J'ai rassemblé pour la période 1567-1699 un total de 170 lettres accordées à des Italiens. Pour compléter ce premier ensemble documentaire, j'ai eu recours aux mentions de lettres de naturalité transcrites, au moment de l'enregistrement de ces actes, dans le Plumatif de la Chambre des



Comptes. La moisson a été ici beaucoup plus abondante, puisque 790 Italiens naturalisés entre 1582 et 1681 ont pu être répertoriés.

Pour clore cet ensemble de remarques introductives et générales, je voudrais apporter quelques précisions sur les conditions de possibilité d'une telle étude. En effet dès lors qu'il est question de naturalité, d'étrangers et de naturalisation, apparaissent en filigrane les notions de sentiment national et de nation. Précisons donc, s'il est encore besoin, que cette étude est menée en référence non pas à la nation, mais à l'Etat. Une telle démarche est-elle légitime, et est-il possible de prétendre étudier l'histoire des étranger et de leur insertion dans le royaume de France en se dispensant de faire référence à la nation ? Je la crois pour ma part nécessaire pour le bon succès de l'entreprise. Rien ne vient plus à propos en effet, pour brouiller les cartes, que de faire intervenir un sentiment national problématique et, comme l'a très bien montré Colette Beaune<sup>3</sup>, en perpétuel devenir. Qu'on me permette ici de me réfugier derrière l'autorité de Bernard Guenée :

"Presque tous <les historiens> ont adopté la définition de la nation qui répondait aux conditions de leur temps et de leur pays; puis ils ont reporté cette unique définition sur d'autres temps et d'autres lieux. Or l'essentiel est, qu'il n'y a pas pour toute l'Europe un seul sentiment national de nature uniforme dont on pourrait rechercher en toute quiétude quand il est apparu : il y a des sentiments nationaux de forces et de compositions différentes. Dans la naissance du sentiment national français par exemple, un fait politique, l'existence d'un royaume et d'un roi est primordial."<sup>4</sup>

On s'abstiendra donc ici d'invoquer le sentiment national, pour retenir l'avertissement de B. Guenée que ce qui est premier dans l'histoire politique de la France médiévale et moderne, est l'existence de l'Etat monarchique, que cet Etat soit ressenti comme royaume, corps politique, ou figuré sous les traits du roi. Cet Etat ayant une existence certaine même si ses modalités de développement font l'objet d'études et de débats, et se trouvant précisément à la racine du sentiment national, il nous paraît doublement légitime de polariser notre étude sur le couple étranger/Etat et non pas sur le couple étranger/nation.

\* \* \*

## *I . Diversité dans l'usage des lettres de naturalité.*

La premier point par lequel se révèle la différence de nature entre les privilèges de naturalité tels que le roi peut les accorder aux XVI<sup>e</sup> ou XVII<sup>e</sup> siècle et la naturalisation dans l'acception contemporaine de ce terme, réside dans la diversité même de ces privilèges de naturalité. Diversité qui n'est pas pour surprendre dans une époque caractérisée par la pluralité des statuts sociaux et "estats", et des privilèges qui y sont



attachés. Diversité qui rend d'autant plus ardue la tâche qui consiste à définir rigoureusement l'étranger par rapport au régnicole et inversement. Conséquence de cet entrecroisement de statuts et de privilèges, l'impossibilité de produire une définition précise de l'étranger ou à l'inverse, du citoyen, n'échappe pas aux contemporains. Dans la République, Jean Bodin souligne qu'on ne peut définir le citoyen à partir de son statut juridique. Cette impossibilité découle de l'inadéquation fondamentale entre le concept de citoyen et la pluralité de statuts que, dans la réalité, ce concept recouvre.

"Si nous suivions la variété des privilèges pour juger la définition du citoyen, il se trouverait 50000 définitions de citoyens : pour la diversité infinie des prérogatives que les citoyens ont les uns sur les autres et sur les étrangers."<sup>5</sup>

C'est la même variété que l'on rencontre à propos des étrangers, car ces derniers, à l'instar des citoyens, ont une infinité de prérogatives les uns sur les autres. La conclusion essentielle à en tirer pour la recherche, est que derrière une définition apparemment claire de l'étranger, à partir d'un statut juridique déterminé par l'existence du droit d'aubaine, on a toutes les chances de rencontrer des gradations et des nuances entre diverses qualités d'étrangers. Les lettres de naturalité sont le reflet de cette diversité. Pour en prendre la mesure, commençons par le type de lettres dont l'occurrence est la plus fréquente.

### *1. Le privilège de naturalité "standard".*

L'objet premier de toute lettre de naturalité est, il n'est pas inutile de le répéter, de soustraire son bénéficiaire à l'application du droit d'aubaine. Dès lors que les clauses concernant les capacités successorales reconnues par le roi à l'étranger n'apparaissent pas, on ne peut plus véritablement parler de lettres de naturalité. On aura alors affaire à une autorisation de résidence en France ou plus fréquemment à une simple permission d'y posséder des bénéfices ecclésiastiques. Le "dispositif" de la lettre de naturalité "standard" tel qu'on le rencontre le plus fréquemment dans le deuxième tiers du XVI<sup>e</sup> siècle, est le suivant :

"Nous... avons permis, octroyé et accordé, permissions, octroyons et accordons de notre grâce spéciale pleine puissance et autorité royale par ces présentes signées de notre main, qu'ils... puissent résider et eux habiter en cetuy notre royaume, pays terres et seigneuries de notre obéissance et y acquérir tous et chacuns les biens tant meubles que immeubles que bon leur semblera, iceux ensemble ceux qu'ils ont ja acquis et qui à bon et juste titre leur sont ja échus et pourront échoir compéter et appartenir soit par donation, succession ou autrement, tenir posséder et en ordonner et disposer par testament, ordonnance de dernière volonté, donation faite entre vifs et en toute autre sorte



que bon leur semblera et que leur hoirs et successeurs et autres auxquels ils en auraient disposé, pourvu qu'ils soient nos régnicoles, leur puissent prendre et appréhender la possession et jouissance desdits biens tout ainsi qu'ils feraient et faire pourraient s'ils étaient originairement natis de notredit royaume et pays et comme tels soient tenus, censés et réputés en tous actes sans que en vertu des ordonnances et statuts faits contre les étrangers prohibitifs au contraire, nos officiers ou autres puissent après trépas... prétendre leurs biens à nous appartenir par droit d'aubaine, ni en la jouissance d'iceux donner à leurs hoirs, héritiers régnicoles aucun trouble destourbir ou empêchement quelconque...<sup>16</sup>

La raison principale qui pousse les étrangers à solliciter l'octroi de lettres de naturalité est donc de mettre leurs biens à l'abri de l'aubaine. On relèvera en outre, dans les lignes que nous venons de citer, combien est faible l'incidence de la "naturalisation" proprement dite : l'octroi des mêmes droits et privilèges que ceux dont jouissent les originaires Français, n'apparaît que sous forme d'incise ("et comme tels soient tenus, censés et réputés"). L'exemption du droit d'aubaine constitue, si l'on peut dire, le degré minimal de la naturalité. Il s'agit de la condition nécessaire et suffisante pour qu'on puisse parler de lettres de naturalité. Mais un certain nombre de variations dans les clauses particulières qui précisent les conditions d'octroi de cette grâce, permettent de découvrir d'autres fonctions de la lettre de naturalité, fonctions qui au-delà de la concession des privilèges successoraux confèrent à cet acte une signification parfois inattendue.

## *2. Ce que la lettre de naturalité n'est pas.*

A partir de ce type standard de lettre de naturalité, on peut distinguer cette dernière d'actes voisins, qui, tout en se rapprochant, tant par la forme que par le contenu, de la lettre de naturalité, n'en sont pas moins différents. Afin de ne pas biaiser l'étude de la diversité spécifique à la lettre de naturalité, il convient de distinguer soigneusement ce qui est authentiquement une naturalité, de ce qui s'en rapproche seulement.

Le texte, cité plus haut, de la lettre de naturalité "standard", énonce comme première disposition, l'autorisation de résidence en France. Il est des lettres patentes accordées à des particuliers étrangers, qui se bornent à cette seule disposition. Il s'agit alors de simples autorisations de résidence : aucune mention n'est faite des clauses de dispense d'aubaine qui constitue le cœur proprement dit de la lettre de naturalité. On peut tenir le "congé" ou permission de tenir des bénéfices ecclésiastiques en France, actes également promulgués en faveur d'étrangers, comme un cas particulier de ces autorisations de résidence en France. Très souvent le congé de tenir bénéfice en France est associé dans le même document à la naturalité. Mais il



est également très fréquent que la permission de tenir bénéfice figure seule. On ne saurait alors en aucun cas assimiler cette permission à une naturalité.

Il faut ensuite établir un deuxième type de distinction. L'objet principal de la lettre de naturalité est de reconnaître à l'étranger la plénitude de ses capacités successorales (faculté de tester et d'hériter en France), pourvu toutefois que "ses héritiers soient régnicoles". Cette reconnaissance pleine et entière est essentielle pour faire la naturalité, car dès lors qu'elle n'est que partielle, on ne peut plus parler non plus de naturalité. Un simple privilège ou habilitation particulière en matière successorale, ne constitue pas une naturalité. Pour désigner un privilège de ce type, on aura recours au terme vague et générique de "lettres patente", sans jamais utiliser le terme de lettres de naturalité :

"Lettres en forme de charte en faveur de Messire Guillaume comte de Suin et de Wittgenstein de Dame Amélie Marguerite de la Place son épouse... avec pouvoir pour lesdits suppliants, leurs enfants nés et à naître et descendants habiles et capables, de tenir et posséder en ce royaume toutes sortes de biens meubles et immeubles et recueillir tous les autres biens qui leur pourront venir en ligne directe tant par les successions de Messire François de la Place, vicomte de Machaut leur pere que de leurs parents collatéraux, sans qu'ils soient tenus faire résidence en ce royaume"<sup>7</sup>

De la même manière, toute exemption de droit d'aubaine accordée par le roi de France en faveur d'un ou de plusieurs étrangers, n'est pas forcément synonyme de naturalité. Deux types d'exemptions de cette sorte méritent d'être relevés. Les exemptions de droit d'aubaine accordées par les rois de France aux étrangers qui placent des capitaux en rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris, mesure à laquelle les souverains eurent recours à plusieurs reprises, dès lors que leurs besoins financiers se faisaient plus pressants<sup>8</sup>. Dans ce cas la différence avec la lettre de naturalité apparaît clairement puisque l'exemption d'aubaine concerne seulement les rentes en question. Le deuxième type est constitué par les exemptions d'aubaine accordées à l'ensemble des habitants d'une cité ou d'un Etat. Ce dernier cas est le plus complexe, car il faut distinguer ces exemptions collectives dites "privilèges à la nation", d'authentiques naturalisations collectives qui existent parallèlement et sur lesquelles nous allons revenir. Cette première difficulté rencontrée n'est qu'une de celles qui sont liées à la "diversité infinie des privilèges" que les étrangers "ont les uns sur les autres".

Ces distinctions entre ce qui appartient à la catégorie des lettres de naturalité et ce qui s'en rapproche seulement, sont tout à fait nécessaires à établir pour bien saisir l'originalité propre à la lettre de naturalité et par là-même, l'importance que revêt pour sa définition, la diversité que l'on rencontre dans son usage.



### 3. Les naturalités avec dispense de résidence en France.

Il existe un petit nombre de cas, suffisamment nombreux toutefois pour qu'on ne puisse les négliger, où l'octroi de la lettre de naturalité est assorti d'une dispense de résidence en France. Trois raisons principales rendent compte de l'existence de tels actes. La première est la reconnaissance par le roi de France de services rendus à la couronne, en général dans les armées du roi de France. En effet il était tout à fait admis dans la mentalité d'Ancien Régime qu'un étranger entrât au service du roi de France et fût même placé à la tête de ses armées. En 1687, peu de temps avant le déclenchement de la longue guerre opposant la France aux autres grandes puissances maritimes, Louis XIV promulgue un édit accordant les privilèges de naturalité aux matelots étrangers ayant servi pendant cinq ans et plus dans la flotte royale<sup>9</sup>. Dans les cas où le roi voulait récompenser le dévouement de soldats ou de capitaines l'ayant bien servi mais qui, pour des raisons de service ou par simple préférence personnelle ne se sont pas installés en France, le moyen le plus commode était de leur accorder de telles lettres de naturalité avec dispense de résidence en France. Ainsi la lettre de naturalité octroyée au comte vénitien Da Porto par Henri IV en 1608, entend être comprise comme la récompense des services rendus à la France par la famille de ce dernier. La lettre est délivrée à la recommandation de conseillers du roi.

"ci-devant nos ambassadeurs près les duc et seigneurie de Venise, qui nous ont témoigné le zèle et affection que toute cette maison porte au bien et service de cet Etat"<sup>10</sup>.

Ce qui importe ici n'est pas la volonté de "vivre et mourir" en France, ce n'est pas le choix d'une nation particulière, c'est l'antique lien de fidélité qui unit un individu étranger à un monarque, lien qui reçoit une sanction officielle et étatique par l'attribution des privilèges de naturalité. Loin de devoir être tirée vers l'avenir et vers une "naturalisation" à rattacher au développement du sentiment national, la lettre de naturalité doit être replacée dans une perspective féodale et apparaît alors comme le signe de l'allégeance de celui qui en bénéficie, envers le monarque qui l'octroie<sup>11</sup>. Comme bien d'autres documents, elle vient témoigner de la vivacité et de la force, dans le premier âge moderne, des liens de clientèles, liens que l'Etat absolutiste fait jouer à son profit. Cette utilisation de la lettre de naturalité en fait pour l'Etat le moyen de s'inféoder des partisans à l'étranger; elle est pour les étrangers qui en font la demande, reconnaissance d'une fidélité envers le roi de France. Elle témoigne ainsi que l'affirmation de l'Etat absolutiste ne passe pas forcément par un cadre trop étroitement national.

D'autres soldats étrangers bénéficièrent de telles naturalités avec dispense de résidence dans le royaume. Pour nous



en tenir à ceux qui sont d'origine italienne, nous signalerons le cas des frères Prata, dont l'un, Albert est secrétaire de l'Etat de Montferrat et l'autre, François est capitaine de compagnie au régiment de Navarre à Casals. Tous deux reçoivent des lettres de naturalité qui sont enterminées par la Chambre des comptes le 3 mars 1645<sup>12</sup>. L'année suivante, la même Chambre vérifie des lettres portant dispense de résidence en faveur d'un sergent major, cette fois, de la citadelle de Casals, François Zolla<sup>13</sup>. Quelques années plus tard, ce sont encore deux Piémontais que l'on voit bénéficier de pareille mesure, deux Piémontais d'une plus grande envergure sociale cette fois : Jean-Baptiste de Simiane, marquis de Pianezze et de Livorne, chevalier de l'ordre de l'Annonciade et capitaine-lieutenant des gens d'armes écossais du roi, en mars 1681<sup>14</sup> et Amédée-Alphonse Del Pozzo, grand veneur, grand fauconnier et colonel du régiment de Saluces pour le duc de Savoie en décembre 1686<sup>15</sup>.

La lettre accordée aux frères Da Porto en 1608 récompensait une fidélité s'étendant sur plusieurs générations. Dans les autres cas, tous des cas piémontais, l'octroi de ces lettres s'explique autant par le souci du roi de France de se constituer un noyau solide de partisans dans cette région convoitée de longue date, que par la reconnaissance de services passés. Il constitue par là-même un bon révélateur des tentatives françaises pour contrôler la région. Ce rôle joué par de modestes lettres de naturalité dans la grande politique internationale peut paraître surprenant à première vue, mais il est incontestable, comme en témoigne un deuxième ensemble des lettres portant octroi des privilèges de naturalité avec dispense de résidence en France.

Ce second ensemble est constitué par les lettres octroyées non plus à des soldats étrangers, mais à des diplomates au service de la France ou de ses ministres, tel cet abbé Elpidio Benedetti qui, du statut d'agent des affaires de Mazarin à Rome, passe à celui d'agent du roi de France dans la même ville. Il est à ce titre "naturalisé" en 1661 bien que, disent les lettres qu'il reçoit, il "ne réside pas encore" dans le royaume<sup>16</sup>.

A partir de la constatation du rôle joué par cette catégorie de lettres de naturalité dans la politique diplomatique du roi de France, on ne s'étonnera finalement pas de rencontrer un troisième groupe : celui des lettres constituant un véritable traité d'alliance entre le roi de France et un prince étranger et qui sont bien loin de pouvoir être assimilées à de simples naturalisations ! Les lettres accordées à deux reprises au XVII<sup>e</sup> siècle aux enfants des grands ducs de Toscane (en 1609 et en 1698) justifiées par les liens familiaux tissés aux cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles entre la famille royale française à la famille princière de Toscane, prennent à y regarder d'un peu près, l'allure d'un manifeste d'alliance entre deux Etats :

"En considération de l'ancienne amitié que les rois nos prédécesseurs et nous avons eu pour la maison de Toscane et de l'attachement sincère que cette maison a toujours fait paraître pour nos intérêts et pour



l'avantage de notre Etat, nous avons bien voulu lui en donner encore de nouvelles preuves et lui accorder les grâces qu'elle peut désirer de nous.<sup>17</sup>

L'immense avantage qui est celui d'une telle utilisation de la lettre de naturalité, est qu'en manifestant de la sorte sa bienveillance à un souverain allié ou ami, le roi de France le place *ipso facto*, par la nature même de la naturalité (qui est une lettre de grâce<sup>18</sup>), donc octroyée par un supérieur, dans un position de satellite du royaume de France. Aussi est-ce de façon systématique que la lettre de naturalité a été utilisée par le gouvernement royal comme moyen de contrôle diplomatique sur des Etats alliés et comme manifestation de ses grandes options diplomatiques. Pour nous en tenir toujours au domaine italien, nous rappellerons la série de lettres de naturalité accordées aux ducs de Mantoue<sup>19</sup>, et dont la dernière, en faveur de Charles II de Gonzague, et datée de janvier 1646, mentionne expressément le désir du roi de France de :

"gratifier et favorablement traiter notredit cousin Charles deuxième duc de Mantoue, *notre allié et confédéré*, lequel avec ses Etats avons pris en notre protection."<sup>20</sup>

Equivalentes, même si elles n'ont pas atteint à la même notoriété<sup>21</sup>, sont les lettres de naturalité accordées en 1642 au prince de Monaco, en reconnaissance du choix qu'il venait de faire du camp français au détriment de l'Espagne. Ces lettres font état de

"l'affection que notre très cher cousin Honoré Grimaldi, prince de Monaco... a témoigné vers la France, se mettant et toute sa maison, principauté, villes et terres, en notre protection..."<sup>22</sup>

Vingt-cinq ans auparavant, en 1617, la voie avait été préparée par un véritable traité de protectorat passé, *sous forme de lettre de naturalité*, entre Annibal Grimaldi, l'ancêtre du prince "naturalisé" en 1642 et le même roi Louis XIII. Dans cette lettre, les privilèges de naturalité apparaissent finalement comme secondaires au regard des nombreuses dispositions militaires et financières qui en constituent l'essentiel. En échange de privilèges juridiques (le prince peut agir en justice au Parlement de Provence), diplomatiques (il est assuré, dans les cours étrangères du soutien de l'ambassadeur du roi de France), d'avantages financiers (il reçoit une pension annuelle de 20 000 livres par an pour l'entretien de ses places fortes, et peut acheter le sel en Provence au prix où le paient les fermiers de gabelles), le prince de Monaco "satellise" sa minuscule principauté au royaume de France, en acceptant de recevoir sur les terres qui dépendent de lui les troupes du roi de France (il est vrai soldées des deniers du roi), de ne conclure aucun traité sans l'accord du roi de France et, plus généralement, en reconnaissant les Rois de France pour seigneurs protecteurs, et en faisant le serment de demeurer perpétuellement sous la protection de la couronne de France<sup>23</sup>. Il s'agit évidemment là d'un cas limite, mais le simple fait qu'il ait existé et surtout qu'il ait pu être



accepté par les officiers royaux (en l'occurrence le Parlement et la Chambre des comptes de Provence), suffit à interdire qu'on le néglige.

Les lettres de naturalité portant dispense de résidence en France, constituent donc un instrument diplomatique privilégié de la monarchie qui les utilise pour renforcer les réseaux de fidélité dont elle peut disposer dans les pays étrangers, pour protéger ses diplomates et ses agents, pour affirmer enfin sa puissance à l'égard de ses alliés. Or le rôle joué dans la diplomatie royale par les lettres de naturalité est loin de se cantonner à celui que nous venons d'évoquer et il est bien d'autres moyens que la clause portant dispense de résidence dans le royaume pour transformer une banale lettre de grâce en manifeste diplomatique de la part du roi de France.

### 3. *Lettres de naturalité collectives, dispenses d'aubaine, et "privilèges à la nation".*

Une des clauses contenues dans la lettre de naturalité octroyée à Annibal de Grimaldi en 1617, spécifiait que ses sujets venant s'installer dans le royaume, pourraient

"venir habiter et demeurer en tous lieux et endroits du royaume et jouir des mêmes droits et privilèges que (sic) jouissent les naturels originaires d'icelui, sans qu'ils soient tenus prendre lettres de naturalité."

Les privilèges de naturalité ainsi concédés de façon collective, sont également à mettre au nombre des errements diplomatiques dans l'Europe d'Ancien Régime. Notons en particulier, que plusieurs de ces naturalisations collectives concernent les artisans, ouvriers et gens de mer étrangers, attirés en France par Richelieu et Colbert. D'une façon générale et quelle que soit la détermination des bénéficiaires de telles mesures, le problème de définition posé par ces privilèges collectifs est extrêmement complexe : il est souvent fort délicat en effet, de trancher en affirmant qu'il s'agit d'authentiques naturalités ou de simples exemptions d'aubaine. Les critères qui permettraient de déterminer une ligne de partage nette entre ces deux mesures, n'apparaissent pas nettement. Par conséquent, nous respecterons et suivrons scrupuleusement, la terminologie rencontrée dans les actes eux-mêmes. Ainsi la lettre de naturalité octroyée à Annibal Grimaldi est, à cet égard, parfaitement ambiguë. S'il n'y a aucun doute quant à la naturalité qui est concédée au prince lui-même, comment définir le privilège dont ses sujets sont gratifiés par le roi de France ? D'après le dispositif que nous avons cité plus haut, cette lettre *équivalait* pour les sujets du prince de Monaco à des lettres de naturalité. Cette simple équivalence ne permet pas d'affirmer qu'il s'agit d'une naturalisation à part entière.



Les choses sont un petit peu moins floues lorsqu'on a affaire aux exemptions réciproques de droit d'aubaine concédées aux ressortissants de deux pays qui concluent un traité de paix. C'est par exemple l'une des clauses du traité de Nimègue conclu en 1679 entre la France et les Provinces-Unies. De tels articles constituent de simples exemptions d'aubaine, qui ne doivent pas être assimilées à des naturalités, d'autant que la capacité successorale accordée aux étrangers en vertu de ce privilège reste limitée<sup>24</sup>. A côté de ces exemptions, on rencontre d'authentiques lettres de naturalité collectives octroyées aux habitants des cités ou de pays entiers. Ces naturalités collectives sont utilisées par le roi de France pour matérialiser une alliance contractée avec un Etat particulier. Là encore, les lettres de naturalité nous mettent sur la piste des grandes orientations diplomatiques de la monarchie française. On ne sera pas surpris, pour le début du XVII<sup>e</sup> siècle, de retrouver parmi ces nations favorisées, les alliés traditionnels de la France : l'Ecosse (depuis 1555), les Provinces-Unies (depuis 1597), Genève et les Cantons suisses, les Corses (depuis 1584)... Bien évidemment, la liste se gonfle ou s'appauvrit au gré des aléas de la politique étrangère de la France et il serait vain de vouloir en donner un état complet même pour une tranche chronologique restreinte.

Les problèmes de définition, autour de ces naturalités collectives sont particulièrement difficiles à résoudre car les juristes d'Ancien Régime qualifient indifféremment de "privilèges accordés à la nation", les simples exemptions d'aubaine comme les naturalités collectives<sup>25</sup>. Cette classification identique pour des actes différents par la forme et le contenu (même s'ils restent très voisins), introduit à une notion essentielle pour la compréhension de ce qu'est la lettre de naturalité sous l'Ancien Régime : à savoir qu'entre des documents de même nature, peut exister une gradation dans leur signification, gradation qui fait que deux actes désignés par le même terme générique pourront très bien être de portée et d'effet sensiblement différents.

En outre il est également essentiel de relever que ces "privilèges accordés à la nation" comportent pour les étrangers qui en bénéficient une sorte de "naturalisation" potentielle. Concept surprenant pour la mentalité contemporaine, mais qui le devient beaucoup moins si on le rapporte aux structures dominantes dans la société d'Ancien Régime et dans la mentalité des hommes qui la composent, structures toutes de hiérarchie et de stratification, et à partir desquelles se définissent, d'un point de vue à la fois juridique et social, "états" et conditions. C'est dans cette idée de gradation qui seule rend compte de l'existence de diverses fonctions pour un seul document, la lettre de naturalité, que se trouve la clé permettant l'entière compréhension des caractéristiques observées dans la diplomatie de la lettre de naturalité.

\* \* \*



## II. Les deux types de lettres de naturalité.

### 1. Diplomatique des lettres de naturalité.

La lettre de naturalité fait partie de l'ensemble constitué par les lettres patentes. Parmi ces dernières, on distingue deux catégories principales : les lettres de grâce et les lettres de justice. Du fait de leur nature même, les lettres de naturalité, sont rangées au nombre des "lettres de grâce". Ces dernières

"sont des lettres de chancellerie que le prince accorde par faveur à qui bon lui semble sans y être obligé par aucun motif de justice ni d'équité, tellement qu'il peut les refuser quand il le juge à propos: telles sont en général les lettres de don et autres qui contiennent quelque libéralité ou dispense,... les lettres de naturalité..."<sup>26</sup>

Cette appartenance de la lettre de naturalité à la catégorie des lettres de grâce, pose, du point de vue diplomatique, des problèmes d'identification formelle qui, là encore, amènent à reconsidérer le sens de la naturalité.

En effet, les lettres de grâce se distinguent non seulement par leur contenu, mais aussi par leurs caractéristiques diplomatiques. Rappelons brièvement quelques-unes des principales règles auxquelles obéit la diplomatie des lettres patentes, règles permettant de mettre sur la voie d'une définition de la naturalité d'Ancien Régime. Les lettres patentes se répartissent en deux rubriques : les lettres patentes en forme de charte et les lettres patentes simples. Trois signes permettent de les distinguer : la couleur du sceau qui a été utilisé, la manière dont le document est daté, la formule qui sert à annoncer l'apposition du sceau.

Les chartes sont scellées "de cire verte sur lacs de soie rouge et verte"; elles sont datées du mois seulement, sans indication de quantième; l'annonce de l'apposition du sceau est amenée par la formule "et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours..." Les chartes concernent les actes considérés comme irrévocables et définitifs. Les lettres patentes simples en revanche, sont scellées de cire jaune, datées du quantième et l'apposition du sceau royal est annoncée par la formule "en témoin de quoi...". Du fait même de la nature circonstancielle de leur contenu, les lettres de grâces ressortissent à ce dernier type.

Or les lettres de naturalité, que tout le monde, y compris les juristes d'Ancien Régime, s'accorde à ranger au nombre des lettres de grâce, ne présentent pas, dans la plupart des cas, les caractères diplomatiques de ces dernières. Bien loin d'être données en forme de simples lettres patentes, les lettres de naturalité le sont, la plupart du temps, en forme de charte. Mais



nous disons "la plupart du temps", car pour compliquer davantage l'affaire, il existe un certain nombre de lettres scellées de cire jaune et qu'on ne peut donc placer au nombre des chartes<sup>27</sup>. On peut difficilement considérer que ces contradictions soient à mettre au compte de la négligence des scribes de l'administration monarchique, même si les règles de la diplomatie n'ont pas la fixité qu'on serait volontiers enclin à leur prêter, et sont sujettes à un certain nombre de variations<sup>27</sup>. En effet, en dépit de quelques cas très rares qui paraissent aberrants, ces "contradictions" dans la diplomatie des lettres de naturalité se révèlent porteuses de sens et constituent un élément essentiel pour la compréhension de cet acte.

## *2. Lettres de naturalité et lettres de déclaration de naturalité.*

Les remarques précédentes nous amènent à la conclusion qu'il existe deux types de lettres de naturalité, les lettres simples et les lettres en forme de charte, distinction simplement évoquée dans les traités de droit d'Ancien Régime et souvent négligée par la suite. La distinction ainsi opérée entre deux sortes de lettres de naturalité indique qu'il existe des degrés dans la naturalité ou, si l'on préfère, que les privilèges de naturalité conférés par le roi ne sont pas systématiquement de même nature d'une lettre à l'autre. Dans le cas des lettres en forme de charte, le roi octroie ces privilèges de naturalité; par les simples lettres, en revanche il ne fait que confirmer la jouissance de tels privilèges. Dans le premier cas le verbe royal crée le privilège, dans le second il se contenter de le manifester, comme s'il s'agissait d'une "qualité" existant potentiellement et rendue efficiente. D'où le nom de lettres de déclaration de naturalité donné à ces actes scellés de cire jaune, tandis que l'appellation de lettres de naturalité est réservée aux chartes. Les lettres de naturalité en forme de charte sont constitutives d'état, tandis que les simples lettres sont déclaratives d'état. Il faut donc déterminer les cas dans lesquels cette seule confirmation est nécessaire ?

a) *Les bénéficiaires de naturalités collectives et des "privilèges accordés à la nation".* Un premier groupe d'étrangers est concerné par ces simples déclarations : ce sont les originaires d'Etats ayant obtenu du roi de France des lettres de naturalités collectives en faveurs de leurs ressortissants. Ces naturalités collectives constituent une étape préliminaire dans la voie d'une naturalisation complète et ne confèrent les privilèges de naturalité que de façon potentielle. En effet l'octroi de façon collective du privilège, n'exclut pas ensuite, que chacun fasse, pour plus de précautions, la demande d'une lettre de naturalité individuelle. Dans ce cas, la lettre de naturalité individuelle revêt en toute logique, l'aspect d'une lettre de déclaration de naturalité, simple confirmation d'une naturalité antérieurement concédée. Les exemples en sont nombreux. Les lettres patentes de



Louis XIII datées du 28 mars 1619, et portant que le sieur de Marecella et ses enfants jouiront des mêmes privilèges dont jouissent les Ecossois habitués en ce royaume<sup>29</sup>, indiquent que la naturalité collective accordée par Henri II aux Ecossois en 1555 n'avait pas été remise en cause par l'union personnelle des royaumes d'Ecosse et d'Angleterre, et avait survécu à plus d'un demi siècle de vicissitudes politiques.

Cette permanence est suffisamment rare pour être relevée, car il est patent que ces privilèges collectifs sont sans cesse remis en cause par les modifications que connaît la politique extérieure du royaume. Le sort réservé aux habitants des Provinces-Unies en fournit une illustration frappante. L'exemption d'aubaine leur avait été accordée en 1597 par Henri IV. Toutefois, dès 1632 le privilège doit être réitéré et Louis XIII octroie à nouveau des lettres portant extinction du droit d'aubaine pour les habitants des Provinces-Unies<sup>30</sup>. En 1672, la guerre de Hollande, annule *de facto* tout privilège précédemment accordé<sup>31</sup>. Aussi en 1679, le traité de Nimègue réaffirme que les sujets des Provinces-Unies ne sont pas soumis au droit d'aubaine en France...

Sans doute faut-il aussi tenir compte pour expliquer les difficultés rencontrées dans la reconnaissance de ces privilèges collectifs de naturalité, ou dans ces simples exemptions d'aubaine, de l'acharnement mis par les officiers royaux et par les fermiers du domaine, à percevoir les droits d'aubaine. Il va de soi en effet, que les officiers royaux, du fait même de leurs fonctions et de la nature des charges dont ils sont revêtus, soient toujours très réticents à reconnaître ce type d'exemptions qui portent directement préjudice à l'intégrité du "domaine". Révélatrice à cet égard est la politique de la Chambre des Comptes qui cherche à limiter au maximum la portée de ces naturalités collectives et précise qu'elles ne dispensent pas chaque individu de demander des lettres particulières. Ainsi l'enregistrement par la Chambre des comptes des lettres de naturalité accordées par Henri IV aux Corses, est-il soumis à cette restriction :

"Privilège et naturalité aux habitants de l'île de Corse obtenus en leur faveur par le sieur maréchal d'Ornano enregistrés à la charge que les particuliers seront tenus d'obtenir des lettres de déclaration"<sup>32</sup>.

C'est au demeurant le caractère précaire de ces concessions qui en constitue le trait dominant. Le privilège obtenu par le maréchal d'Ornano avait déjà été octroyé en 1584 et en 1596...<sup>33</sup>

b) *Jus soli et jus sanguini*. On peut, en second lieu, avancer l'hypothèse qu'un autre groupe de lettres de "déclaration de naturalité" est constitué par celles qui ont été délivrées en faveur de ce que nous appellerions des "Français nés à l'étranger", et qui, de retour dans le royaume, éprouvent le besoin de faire confirmer leur qualité de "naturels Français". Nous n'avons pu retrouver un nombre suffisamment important de lettres de déclarations accordées à des enfants de Français né à



l'étranger pour pouvoir affirmer avec certitude que ces derniers recevaient dans tous les cas de simples lettres de déclaration. L'étude est en outre rendue plus difficile du fait que la mère étrangère des enfants est très souvent associée à eux dans la lettre de naturalité, ce qui entraîne automatiquement la délivrance d'une lettre en forme de charte. Toutefois les quelques simples lettres de déclaration délivrées à des Français nés à l'étranger justifient que l'on pose au moins le problème, même si l'on ne peut le résoudre entièrement.

Ces lettres de naturalité demandées par des individus que nous considérerions comme Français, témoignent de la force qu'avait conservée dans la mentalité juridique et dans la jurisprudence, le concept de droit du sol. Ce principe est en effet éminemment favorable aux étrangers puisqu'il stipule que

"Les enfants nés en France, quoique d'un étranger, sont réputés, par leur naissance, vrais Français."<sup>34</sup>

S'il est appliqué rigoureusement, ce principe risque de se retourner contre les originaires Français, et de priver de la qualité de sujets du roi les enfants de parents français nés, même accidentellement, à l'étranger. Pour obvier à ce risque et pour conserver à leurs enfants les privilèges des habitants du royaume, les parents faisaient à leur retour en France la demande de lettres de naturalité. L'occasion de telles "naturalisations" se présentait plus fréquemment qu'on pourrait le penser, quelques exemples nous en convaincront.

Le premier concerne une famille de marchands, celle des Danse de Beauvais, tirée de l'oubli par les travaux de Pierre Goubert<sup>35</sup>. En 1618, Jacques Danse obtient des lettres de naturalité parce qu'il est né à Anvers où ses père et mère, marchands à Beauvais avaient été contraints de se retirer pendant les "troubles", c'est-à-dire pendant les guerres de religion<sup>36</sup>. Autre exemple, celui de cet Antoine Delalanne, qui en 1602 obtient de Henri IV une déclaration certifiant qu'il est vrai naturel sujet et régnicole, bien que né à Sedan où ses parents demeurent depuis les derniers troubles<sup>37</sup>. Si l'on remonte encore un peu dans le temps on trouve également cette déclaration de Henri III, en faveur des enfants d'un des plus illustres théoriciens protestants du XVI<sup>e</sup> siècle, "Philippe de Mornay, seigneur du Plessis-Marly" et les habitant à "pouvoir appréhender toutes successions quoiqu'ils soient nés à Londres et Anvers."<sup>38</sup>

Outre les enfants des marchands fuyant les conséquences des guerres civiles, ou des protestants fuyant les persécutions, on rencontre, parmi ces Français ayant reçu des lettres de naturalité, les enfants de nobles résidant à l'étranger pour des raisons diplomatiques. La célèbre marquise de Rambouillet fait partie de ce groupe. Elle fut naturalisée non pas parce qu'elle était de mère italienne, mais parce qu'elle était née à l'étranger, à Rome, où son père, Jean de Vivonne, négociait avec le Saint-Siège les conditions de l'absolution de Henri IV<sup>39</sup>.



Dans tous les cas que nous venons d'évoquer, l'existence de lettres de naturalité accordées à des Français nés à l'étranger, témoigne de la nette prédilection de la monarchie pour le droit du sol, par opposition au droit du sang. Reste le problème de savoir pourquoi certains de ces Français qui sont naturalisés par le roi de France obtiennent des lettres en forme de charte tandis que d'autres n'obtiennent que de simples lettres. Il faudrait pour répondre à cette question procéder à une enquête systématique dans les lettres de naturalité conservées, enquête qui excéderait largement le cadre de cette étude. On peut toutefois avancer une hypothèse qui reste à vérifier. Les simples lettres déclaratives d'état seraient celles qui tiendraient compte du droit du sang : en vertu de ce droit, elles reconnaissent donc à l'impétrant, et de manière rétroactive, la qualité de Français. En revanche les lettres délivrées en forme de charte, indiqueraient un respect beaucoup plus strict du droit du sol, le bénéficiaire ayant besoin d'être créé Français et non plus seulement d'être reconnu Français.

Quelle que soit la valeur de cette hypothèse, on peut considérer que, dans un contexte juridique où le *jus soli* et le *jus sanguinis* coexistent, la coexistence des lettres de déclaration et des lettres de naturalité est certainement l'un des moyens auxquels la grande Chancellerie de France a recours pour résoudre la difficulté posée par la subtilité des principes juridiques en vigueur aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles.

c) *Naturalité et prétentions territoriales du roi de France.* Un deuxième groupe de lettres de déclaration de naturalité est constitué par celles qui furent délivrées à d'authentiques étrangers. Dans ce cas, il n'y a aucune ambiguïté sur les raisons expliquant l'utilisation des simples lettres scellées de cire jaune : elles sont à mettre en rapport avec la politique étrangère des rois de France. En effet, pour transformer une banale lettre de naturalité en manifeste de revendication territoriale, il suffit de jouer habilement sur la différence entre les lettres de déclaration scellées de cire jaune et simples confirmations de naturalité, et les lettres en forme de charte scellées de cire verte, qui confèrent les privilèges de naturalité. Ainsi tous les étrangers en provenance de provinces sur lesquelles le roi de France émet des revendications territoriales ne se voient attribuer que des lettres simples, aux considérants en général fort explicites :

"Notre cher et bien amé... nous a fait remontrer qu'encore que ceux du Comté de Bourgogne soient réputés nos régnicoles et naturels français, néanmoins, sous prétexte que ledit pays est de présent hors notre obéissance..."<sup>40</sup>

"...quoique ceux qui sont nés dans la ville de Barcelonne (sic) et es lieux qui en dependent et qui ont intention de résider dans les terres de notre obéissance aient toujours été tenus pour nos vrais et naturels français sujets et régnicoles, néanmoins l'exposant qui est né en ladite ville de Barcelonne (sic), pour éviter qu'à l'avenir on ne voulût



prétendre qu'il fût étranger nous a très humblement fait supplier lui octroyer nos lettres de déclaration de naturalité sur ce nécessaires...<sup>41</sup>

Ne reçoivent ainsi que de simples déclarations de naturalité les étrangers originaires des provinces suivantes : Avignon et le Comtat-Venaissin, le Comté de Nice, le marquisat de Montferrat, le duché de Milan et, dans certains cas, le royaume de Naples; la Franche-Comté dans la plupart du temps ainsi que le Barrois; enfin l'Artois, le comté de Flandre et le Brabant. Il faut également ajouter à cette liste le duché de Savoie et le Piémont dont les habitants reçoivent, suivant les périodes auxquelles on se place, tantôt des lettres en forme de charte, tantôt de simples déclarations. A la lecture de cette liste, on observe que certaines provinces comme le Milanais ou le royaume de Naples correspondent à des revendications territoriales fort anciennes et qui sont maintenues "pour la forme" pourrait-on dire, tout comme, à la même époque, le roi d'Angleterre conservait dans sa titulature, le titre de roi de France. Plus sérieuses en revanche, apparaissent les revendications sur les provinces limitrophes du royaume, et qui correspondent effectivement aux provinces rattachées au royaume de 1659 à 1792.

Cette conception de la nationalité comme liée à une sujétion potentielle ou ancienne au monarque, est radicalement hétérogène à la conception de la nationalité où l'Etat est conçu comme émanation de la nation. Elle est à mettre en relation avec l'influence du droit romain dans la définition de l'Etat monarchique. Depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, les juristes de la monarchie cherchent à définir l'Etat et les pouvoirs du monarque en référence aux principes du droit romain : le roi est "empereur en son royaume". C'est toujours cet effort pour assimiler les pouvoirs du roi de France à ceux des empereurs romains, qui pousse à considérer que, du point de vue du droit, tout territoire entré en la domination du roi de France y reste définitivement, ne serait-ce que de manière potentielle. C'est à notre sens un aspect peu connu du principe de l'inaliénabilité du domaine royal. Aspect qui est à mettre en rapport avec la préférence manifestée par la monarchie pour le *jus soli* comme étant plus favorable à ses prétentions que le *jus sanguini*.

Ainsi, en appuyant, par le biais de la distinction entre lettres de naturalité et lettres de déclaration de naturalité, ses prétentions territoriales sur le principe du *jus soli*, l'Etat monarchique s'affirme dans ses relations extérieures à partir de principes anciens plus ou moins réactualisés. Cette démarche est finalement la même que celle qui sert à mener la politique des "réunions" dans les années 1680, politique par laquelle la monarchie française affirme ses prétentions en prenant appui sur de vieux droits féodaux. Finalement, même si dans son développement moderne l'Etat a pu s'appuyer sur des théories nouvelles allant bien dans le sens absolutiste d'une concentration de la souveraineté (telles que la définition que donne Jean Bodin de cette dernière), il lui a été beaucoup plus naturel de



s'appuyer sur des droits et des conceptions féodales et, si l'on veut, archaïques, mais qui avaient l'immense avantage d'être plus familiers et surtout de ne pas constituer une "nouvelleté" scandaleuse.

L'analyse des multiples usages faits aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles de la lettre de naturalité nous a entraîné semble-t-il bien loin, mais a permis d'insister sur la complexité inhérente à la notion de "naturalité". Même si l'existence du mot "naturalisation" est attestée depuis 1566, les privilèges de naturalité semblent se situer à cette date bien en-deçà de ce que nous entendons par ce mot. En outre, il apparaît clairement à travers l'étude des usages de la lettre de naturalité, que les privilèges qu'elle contient ne sont pas conçus comme un bloc solidaire et cohérent, mais qu'il existe au contraire des degrés dans l'obtention de ces privilèges, exactement comme il peut en exister au même moment dans l'obtention de la noblesse<sup>42</sup>. Parallèlement, cette étude livre plusieurs indications sur la nature de l'Etat monarchique.

La conception féodale suivant laquelle l'appartenance à l'Etat peut être déterminée par la seule allégeance au prince, en dehors de toute considération de nationalité, reste encore présente comme le montre le cas des lettres portant dispense de résidence en France. Cette conception archaïsante revêt, dans ces lettres, un aspect plus moderne par la substitution de la notion de service monarchique à celle d'allégeance vassalique. Cette notion de service monarchique, centrale dans l'Etat absolutiste permet à l'Etat, d'un point de vue théorique, de très bien s'accommoder de la juxtaposition de divers groupes nationaux en son sein.

Par ailleurs, il faut reconnaître l'influence du droit romain dans le critère qui fait de la soumission à l'*imperium* du prince, *imperium* exercé effectivement ou dans le passé, un critère d'appartenance à l'Etat. Ces conceptions peuvent apparaître comme incontestablement archaïsantes en un temps où Bodin renouvelle radicalement le concept d'Etat. Il n'en reste pas moins qu'elles sont encore vivantes dans les pratiques de la Grande chancellerie de France à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, et à ce titre ne doivent pas être négligées. Ces prémisses posées, il reste à reprendre, à partir de là, le problème central de la définition de la "naturalisation" aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles.

\* \* \*

### III. La naturalisation d'Ancien Régime.

Pour essayer de cerner le sens de la naturalisation d'Ancien Régime on doit avoir recours à plusieurs sources. Les affirmations des juristes constituent sans doute le moyen le plus facile de trouver rapidement, et apparemment sans équivoque, une



définition claire de la lettre de naturalité. Pourtant, c'est la source dont il faut sans doute se défier le plus, les juristes présentant une reconstruction idéale à partir de principes souvent en contradiction entre eux. Ce point n'empêche pas que leur influence puisse être considérable sur l'évolution de la naturalité. Il faudra donc tenir compte de la façon dont l'imaginaire juridique peut influencer sur la définition de la naturalisation d'Ancien Régime.

La deuxième source est bien évidemment constituée par la législation royale. A l'inverse des documents précédents, les actes royaux devront être utilisés de façon indirecte, puisque à notre connaissance, la monarchie n'a jamais produit de loi définissant l'étranger, mais seulement des lois définissant le statut de ces derniers. Il en est de même pour les naturalisés.

Le plunitif de la Chambre des comptes constitue une troisième source. La Chambre des comptes est la principale instance compétente en matière de naturalités, puisque l'enregistrement de ces lettres par cette cour est obligatoire pour que la naturalité soit de plein effet. On ne trouve pas dans le plunitif de la Chambre des comptes de textes législatifs à proprement parler, mais la substance d'arrêts rendus par cette juridiction à l'occasion de vérifications de naturalités, arrêts d'une importance capitale pour l'évolution de la jurisprudence en cette matière.

Le dernier ensemble documentaire est bien évidemment constitué par les lettres de naturalité elles-mêmes. Bien souvent, les indications retirées de ces différents corpus documentaires semblent contradictoires et irréductibles à une interprétation univoque. Tentons toutefois d'y voir plus clair. Pour cela partons des points sur lesquels l'unanimité des sources est entière et qui, *a priori*, ne font donc pas problème.

#### 1. La lettre de naturalité manifestation de la souveraineté royale.

Le lien entre la souveraineté royale et la lettre de naturalité se marque dès l'apparition de cette dernière. Sa genèse ne se comprend pas, en effet, en dehors du développement du droit romain au XIII<sup>e</sup> siècle et de la reprise par la monarchie de ses maximes les plus essentielles. C'est cet affermissement de l'Etat monarchique et de ses bases théoriques, qui permet à la lettre de naturalité d'apparaître. Pour que cette apparition se produise, il fallait en effet que se dégage au préalable le concept d'Etat. Les historiens s'entendent pour considérer que le règne de Philippe le Bel a constitué ce moment essentiel dans l'histoire politique de la monarchie. Or c'est dans les années 1340, à la fin du règne de Philippe VI, qu'apparaît la lettre de naturalité.

En outre, l'apparition de la lettre de naturalité est non seulement contemporaine de celle de la conception d'Etat, mais



aussi de la mise en place des grands corps de l'Etat monarchique et de ses principales règles de fonctionnement. Dans les années 1330 s'organise peu à peu la Chambre des Comptes et c'est également dans le même temps que Philippe VI impose l'usage de l'enregistrement des lois de la monarchie par le Parlement et par la Chambre des Comptes. Or la naturalité et le processus par lequel elle s'obtient, apparaissent bien comme une synthèse de toutes ces innovations. La lettre de naturalité présuppose l'existence d'un Etat transcendant seigneuries, communes et principautés, Etat qui seul permet de concevoir l'existence d'étrangers au sens moderne du mot, et non plus seulement de "forains". L'octroi de la naturalité est un droit régalien, ce que réaffirme Charles V en 1382, après une période d'affaiblissement du pouvoir royal. De plus, peu de temps après l'apparition de la lettre de naturalité, est posé le principe de son enregistrement par la Chambre des Comptes. Dès le début, la lettre de naturalité met bien en jeu ce qui va devenir caractéristique de l'Etat absolutiste : le développement du concept d'Etat, l'importance des grands corps administratifs et institutionnels qui lui sont liés, le rôle joué par la procédure d'enregistrement. A travers la genèse de la lettre de naturalité, se lit l'affirmation de l'Etat monarchique.

Dans la lettre de naturalité elle-même c'est la puissance souveraine du monarque qui se manifeste. Tout de suite, les rois de France font de l'octroi de la naturalité l'une de leurs prérogatives. L'évolution historique établit une relation tout à fait nette entre définition de ce privilège et progrès de l'Etat monarchique. C'est Charles V qui, par l'ordonnance du 21 juillet 1368, impose la formalité de la vérification des lettres de naturalité par la Chambre des Comptes<sup>43</sup>. En 1582, Henri III renforce les procédures d'enregistrement : après la vérification impérative par la Chambre des comptes, le candidat à la naturalisation doit également faire enregistrer ses lettres par la Chambre du Trésor<sup>44</sup>. L'année 1582 n'apparaît pas à première vue comme une date marquante dans l'histoire du renforcement de l'Etat monarchique. Mais n'oublions pas que, par delà les désordres des guerres de religions et la décomposition apparente de l'Etat qui les accompagne, le règne d'Henri III se marque précisément par un considérable effort de restauration monarchique : production d'ordonnances et de règlements, organisation du gouvernement et de la cour, tentatives de direction culturelle, autant d'entreprises qui annoncent les réalisations des trois premiers Bourbons et qui très souvent les inspirèrent. En ce qui concerne la législation sur les lettres de naturalité, les lettres patentes de 1582 constituent le fondement légal sur lequel on ne revient plus jusqu'à la Révolution. Surtout, elles n'ont jamais été réitérées, preuve incontestable de leur succès.

De leur côté, les théoriciens de la monarchie se plaisent à souligner que la lettre de naturalité constitue l'une des manifestations de la puissance souveraine des rois de France. La lettre de naturalité est alors présentée comme étroitement liée à "l'indivisibilité" de la souveraineté, selon l'expression du juriste Le Bret (1632) :



"Aussi en France, les lettres de naturalité ne peuvent être données par autre que par le roi d'autant qu'il est Empereur en son royaume et seul souverain en icelui, ne reconnaissant aucun supérieur et le tenant immédiatement de Dieu par la grâce duquel il a été établi ; en signe de quoi nos Rois à leur sacre prennent l'épée sur l'autel pour montrer qu'ils ne tiennent la souveraineté et puissance royale que de Dieu. Tellement que nous tenons pour maxime et règle certaine que le roi seul peut naturaliser l'étranger : c'est à dire le faire comme naturel Français tel que s'il était né en France et lui donner permission de demeurer et acquérir biens au royaume, avec congé de tester et succéder à ses parents nés et demeurant en France. Et ceux privativement à tous les seigneurs et hauts justiciers du royaume, lesquels ne peuvent naturaliser l'étranger... : *haec enim sunt jura et privilegia regni Gallici soli Regi concessa.*"<sup>45</sup>

Outre ce lien, présenté de façon pour ainsi dire fantasmée, entre la naturalité et la puissance souveraine du roi, ce passage de Bacquet soulève ce qui nous semble être le problème essentiel dans la définition de la naturalité : son caractère entier. Dans un autre passage de son traité, Bacquet emploie, pour présenter les effets de la naturalité, l'expression "ils sont faits Français". A partir de ces termes, on serait tenté de conclure à une adéquation parfaite, et déjà réalisée à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, entre privilège de naturalité et naturalisation. Les réflexions que nous avons proposées sur l'usage des lettres de naturalité et sur leur diversité nous ont mis en garde contre une telle assimilation. Il faut sans doute sur ce point, faire le départ dans les affirmations des juristes d'Ancien Régime, entre la réalité, et la perception idéale de cette réalité. Cette distinction n'a jamais été contestée en ce qui concerne les théories absolutistes telles qu'un Cardin Le Bret peut les avancer. Pour ce qui est du discours sur la lettre de naturalité, il faut également tenir compte de ce qu'on pourrait appeler l'imaginaire juridique : un imaginaire où le verbe royal a une vertu telle qu'il suffit de dire pour créer, et pour créer un ordre nouveau, un état social et juridique autre. Cette fascination exercée par la puissance du verbe royal, et les tentatives pour l'incarner dans une langue et un style royaux, constituent l'un des aspects essentiels dans l'élaboration des formes de l'absolutisme. Et c'est bien au moment où Bacquet rédige ces lignes (1580) qu'ont lieu les premières tentatives pour promouvoir un langage royal : pensons à l'Académie du Palais sous Henri III étudiée par Frances Yates et par Marc Fumaroli<sup>46</sup>. Cet imaginaire juridique, tout à fait conforme à l'idéologie absolutiste, donne ainsi une définition de la naturalité qui est plus l'image de la puissance souveraine du roi de France, que celle d'une réalité autrement plus foisonnante et complexe. Mais il n'est pas indifférent pour l'évolution du concept de naturalité, que les juristes en proposent une telle image, car il y a forcément contact, ne serait-ce que partiel entre cette image idéale et la réalité. Il faut donc mettre en lumière les modalités par lesquelles ce contact peut s'effectuer et le processus par lequel l'imaginaire juridique peut influencer sur la jurisprudence.



## 2. L'étranger, le naturalisé et le "vrai et naturel Français".

Au début de cette étude, nous avons pu constater que la définition de l'étranger telle qu'elle apparaît dans les lettres de naturalité des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, se situe sur un plan économique. Est étranger celui qui est frappé d'une incapacité légale en matière successorale. Que le roi, par des lettres de naturalité relève l'étranger de cette incapacité et que, de la sorte, il facilite incontestablement son installation dans le royaume, n'implique pas pour autant que le "naturalisé" soit pleinement assimilé d'un point de vue légal aux "naturels Français" et sujets du royaume. D'un point de vue légal, la naturalisation contemporaine place d'emblée le naturalisé sur le même rang que les nationaux. La naturalisation d'Ancien Régime n'atteint pas au même résultat et est de moindre effet. La raison de cette différence essentielle entre les deux types de naturalisation réside dans le système juridique même de l'Ancien Régime. Aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, et dans l'Europe entière, la notion d'un statut juridique uniforme pour tous les citoyens d'un Etat est inconcevable, et si elle est évoquée c'est comme définition d'un régime tyrannique. Ce qui caractérise l'Etat de droit aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles n'est pas l'égalité des droits, mais, au contraire, la pluralité des statuts, chacun étant garanti par des privilèges. Or, bien que la "conservation des privilèges" constitue l'idéal de la société des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, ceux-ci sont soumis à des variations et également à des remises en cause, jamais globales ni systématiques, par la monarchie. C'est qu'il est commode, pour une monarchie toujours à court d'argent, de monnayer le maintien et la reconduction des privilèges. C'est le sens des taxes de joyeux avènement qui, à l'ouverture de chaque nouveau règne font payer aux villes et corps privilégiés, le respect par le nouveau monarque des anciens statuts et privilèges. Or l'octroie de lettres de naturalité reste un privilège comme un autre, et de même que ceux qui ont reçu des lettres de noblesse risquent à tout moment de se voir taxer pour confirmation de cette noblesse toute fraîche, les naturalisés risquent à tout moment de voir remettre en cause leur nouveau statut, à moins qu'ils n'acceptent d'en monnayer le maintien. C'est pourquoi le statut d'un "naturalisé" d'Ancien Régime est toujours plus précaire que celui d'un "naturel Français" : on ne peut en droit, et pas seulement du point de vue des mentalités, assimiler entièrement l'un à l'autre, ce que note crûment le juriste Lefèvre de la Planché :

"Comme il est vrai de dire que l'étranger naturalisé, quoique devenu sujet du roi n'en est pas moins étranger."<sup>47</sup>

Et de fait, les étrangers, les naturalisés et les descendants de naturalisés même, sans qu'il soit fait de distinction entre eux, ont été au XVII<sup>e</sup> siècle, et à plusieurs



reprises, taxés pour prix notamment de la confirmation d'une naturalité antérieurement obtenue. La monarchie eut recours à cet expédient à cinq reprises : en 1587, 1639, 1646, 1656 et 1697. En 1587 l'édit de Henri III précise que le fait d'avoir déjà pris des lettres de naturalité ne dispense en aucune manière de payer la taxe due par les étrangers :

"...voulons être compris en ladite taxe tous ceux desdits étrangers qui font ledit trafic de marchandise, banque et courtage, encore qu'ils aient pris lettres de naturalité, car tel est notre plaisir."<sup>48</sup>

Ironie amère pour ceux qui avaient pris soin de faire la demande de lettres de naturalité, les taxes auxquelles étaient soumis les étrangers non naturalisés leur tenaient lieu de lettres de naturalité !

"Voulons qu'il soit expédié nos lettres de naturalité et de déclaration à ceux qui n'en ont point obtenu, sur les quittances des sommes qu'ils nous auront payées en vertu des présentes",

précisait la déclaration du 22 juillet 1697 instituant la dernière de ces taxes<sup>49</sup>. On pourrait certes considérer que d'urgentes nécessités financières font un moment oublier un principe juridique qui accorderait au naturalisé le même statut qu'au naturel sujet. Ce serait d'une part négliger la sentence sans équivoque de Lefèvre de la Planche citée plus haut, et d'autre part ignorer d'autres discriminations réalisées entre naturalisés et nationaux, discriminations que nulle raison financière ne vient motiver cette fois. Il s'agit principalement de la décision prise par Henri III en 1579, à la demande des États Généraux assemblés à Blois trois ans auparavant, d'interdire à tout naturalisé l'accès aux principales charges ecclésiastiques :

"Suivant l'article 4 de l'ordonnance de Blois, les étrangers, quelques lettres de naturalité ou de dispense qu'ils aient obtenues, ne peuvent être pourvus d'archevêchés, d'évêchés, ni d'abbayes chefs d'ordre."<sup>50</sup>

Textuellement les naturalisés sont intégrés parmi le groupe des étrangers. Il ont peut-être par rapport à ces derniers, un ou plusieurs privilèges supplémentaires, mais ils restent tout de même et fondamentalement des étrangers. Quarante ans plus tard, reprenant sur ce point les dispositions de l'Edit de Blois, l'édit de pacification donné par Louis XIII dans la même ville de Blois assimile implicitement les naturalisés aux étrangers :

"Déclarons suivant les anciennes lois du royaume renouvelées par l'ordonnance faite sur les remontrances des États de Blois en l'année 1576, qu'aucuns étrangers ne seront à l'avenir admis es offices de notre couronne ni es gouvernement de nos provinces et places fortes, charges et dignités militaires, offices de judicature et des finances, dignités et prélatures ecclésiastiques et autres fonctions publiques..."<sup>51</sup>



On ne peut même pas considérer, comme ce fut si souvent le cas pour les ordonnances royales et particulièrement pour celles qui furent prises au moment des guerres de religion, que la mesure soit restée lettre morte. Si elle n'a effectivement pas empêché un certain nombre d'étrangers de devenir évêques en France, il n'en reste pas moins que tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle, et pour chaque vérification de lettre de naturalité obtenue par un ecclésiastique étranger, les officiers de la Chambre des Comptes ont pris soin de faire inscrire dans le Plumitif de cette compagnie :

"Registrées à la charge que ledit impétrant ne sera pourvu d'archevêché, d'évêchés ni d'abbayes chefs d'ordre,"

preuve que le souvenir de l'édit de Blois n'était pas effacé parmi ces magistrats qui contribuaient de la sorte à maintenir la différence de statut entre naturalisé et naturel Français.

Cette différence de statut conduit à établir un "état intermédiaire entre l'étranger et le naturel Français. L'arrêt d'enregistrement par la Chambre des Comptes, de l'édit d'Henri III en 1587 qui autorise les banquiers étrangers à exercer en France moyennant prise de lettres de naturalité et paiement d'une taxe est tout à fait révélateur de cette gradation d'états :

"Registré à la charge que lesdits étrangers garderont les ordonnances du royaume et sans préjudice aux marchands naturels d'icelui..."<sup>52</sup>

Une fois prise la mesure de la distance séparant la naturalisation contemporaine de ce qu'elle pouvait être sous l'Ancien Régime, il faut tenter de redéfinir le contenu de cette dernière. Ce contenu doit beaucoup à l'influence de la jurisprudence qui tend, et parfois en dépit de la monarchie elle-même, à imposer une conception toujours plus stricte de la naturalité, évolution qui témoigne d'un renforcement des exigences de l'Etat absolutiste à l'égard des naturalisés.

### *3. Influence de la jurisprudence sur la conception de la naturalisation.*

Pour saisir cette influence rappelons brièvement le processus au terme duquel un étranger est naturalisé. Le roi, et le roi seul, peut naturaliser, en vertu, nous l'avons dit, de sa puissance souveraine. La naturalisation d'un étranger est décidée au Conseil privé du roi, en général sur la recommandation d'un personnage influent et d'après une supplique adressée au monarque. Les lettres de naturalité sont ensuite établies par les commis du Chancelier et c'est au bénéficiaire de venir les retirer pour en user ainsi que de droit. Mais la simple délivrance de ces lettres par la Chancellerie de France ne suffit pas à les faire considérer



comme de plein effet. C'est à l'impétrant, et c'est là le point capital, qu'il revient de les faire enregistrer par la Chambre des Comptes. L'apparition de cette exigence est, nous l'avons vu, contemporaine de l'apparition des lettres de naturalité elles-mêmes. Le choix de la Chambre des Comptes s'explique par le fait que cette compagnie avait dans sa compétence tout ce qui concernait les revenus du roi. Elle devait enregistrer en particulier toute libéralité ou grâce royale. La royauté elle-même ne s'est jamais relâchée de cette exigence d'enregistrement à la Chambre des comptes, comme en témoignent les lettres patentes de 1582 mentionnées plus haut et qui stipulent la nullité des lettres de naturalité en cas de non observation de cette formalité. L'étranger pourvu de lettres de naturalité doit donc après les avoir retirées auprès de la Chancellerie de France, les faire impérativement enregistrer par la Chambre des comptes dans le ressort de laquelle se trouve son lieu de résidence.

Là encore il ne faut pas croire que cette prescription soit restée lettre morte. Le cas posé par la succession du duc de Nevers, Charles de Gonzague mort en 1637, en fournit un exemple qui, en son temps, passionna le cercle étroit des juristes et déclencha leur talent. En effet était en jeu la succession des duchés de Nevers, de Rethel et de Mayenne. Les prétendants à la succession étaient, d'une part Marie et Anne de Gonzague, filles du dernier duc Charles et nées en France, et d'autre part, le petit-fils du défunt, un autre Charles et sa soeur Eléonore, tous deux nés à Mantoue. En 1634, Louis XIII avait octroyé à ces derniers des lettres de naturalité avec dispense de résidence en France, mais ils ne prirent pas la précaution de les faire enregistrer. Ainsi au moment de la succession de leur aïeul en 1637, ils virent leur droits contestés, les lettres reçues en 1634 étant considérées comme de nul effet. Parmi les juristes qui prirent parti dans l'affaire, citons Pierre Dupuy qui se prononça sans équivoque pour une interprétation à la rigueur de la jurisprudence et rédigea plusieurs mémoires en faveur des princesses Marie et Anne de Gonzague<sup>53</sup>.

Le caractère impératif de cet enregistrement s'explique par plusieurs raisons. La première tient à la nature même de la lettre de naturalité qui est une lettre patente. Comme toute lettre patente, elle doit, pour être exécutive et considérée comme valable, être enregistrée par une ou plusieurs des juridictions du royaume. Ce point ne laisse pas d'être important et les juristes d'Ancien Régime insistent sur la nécessaire "publicité" qui doit être donnée à la naturalisation pour qu'elle soit reconnue.

"Il faut dans tous les cas, un acte rendu public par un enregistrement, pour procurer à l'étranger les droits et les avantages du naturel français."<sup>54</sup>

La deuxième raison tient au caractère de la naturalisation. Cette dernière en effet procède d'une double volonté : celle du monarque qui octroie la grâce, et celle de l'étranger qui doit marquer, au moyen de la demande d'enregistrement des lettres auprès de la Chambre des comptes, sa volonté d'entrer au nombre des sujets du roi de France :



"L'étranger ne peut être dit citoyen de France qu'il n'ait lettres de naturalité du roi, qu'il ne les ait acceptées et fait vérifiées en la Chambre des Comptes; et est bien vrai que bien que les lettres aient été libéralement octroyées par le roi, elles sont de nul effet si elles ne sont acceptées par l'étranger qui ne le peut témoigner autrement qu'en présentant requête aux juges auxquels les lettres sont adressées et qu'il en demande la vérification; et c'est la vraie acceptation et l'accomplissement de la grâce du roi, et jusqu'à cet acte, l'on ne voit rien de la part de l'étranger qui concoure avec la grâce du prince et qu'on voit qu'il l'ait recherchée; ainsi jusqu'à cet acte, il n'y a point de changement d'Etat et de condition en la personne de l'étranger et ne perd point le droit de sa cité naturelle."<sup>55</sup>

On remarque que ce plaidoyer va dans le sens de la définition donnée par Bacquet, définition où la "naturalisation" est effectivement comprise comme "changement d'état" c'est à dire comme changement radical dans le statut de l'étranger. Dupuy est ici le porte parole d'une conception de la naturalisation plus étroite que celle que nous avons pu définir précédemment et qui par là même, se révèle plus "moderne". Cette dernière est comprise, ainsi qu'en témoigne sans équivoque l'expression "citoyen de France", trahissant le juriste influencé par la rhétorique de l'Antiquité, comme allant au-delà de l'octroi d'un banal privilège qui laisserait le naturalisé en marge du cercle magique des authentiques naturels français. En cela Pierre Dupuy n'est pas un cas atypique, mais représente bien une tendance très nette dans le milieu des officiers de la monarchie, à limiter les conditions d'octroi des privilèges de naturalité, et à mettre l'accent sur leur vertu "naturalisante".

Signe de cette volonté restrictive, l'exigence de voir la volonté de l'étranger de devenir sujet du roi de France, se manifester clairement. Plusieurs notations relevées dans le pluriel de la Chambre de comptes prouvent qu'à l'occasion, les magistrats ne se satisfaisaient pas, comme témoignage de cette volonté, de la simple demande d'enregistrement faite par l'étranger :

"Naturalité pour Jacques Diurgent, dit le Capitaine Jacques, vérifiée en payant 40 écus en la recette générale, à la charge de rapporter dans six mois l'acte de serment de fidélité par lui prêté au roi sur peine de déchoir de ladite grâce."<sup>56</sup>

ou encore :

"Naturalité pour Bernardin Nari, écuyer natif de Rome, vérifiée à la charge qu'il ne pourra servir aucun prince étranger sans la permission du roi."<sup>57</sup>

Dans tous ces cas, l'accent est mis sur le service du roi. C'est le passage sous l'obéissance du roi de France qui justifie l'octroi de la naturalité. Comme nous l'avions déjà remarqué à propos des lettres de naturalité avec dispense de



résidence en France, la lettre de naturalité constitue l'un des moyens à la disposition du roi pour gonfler le nombre de ses fidèles. La spécificité de l'action menée par la Chambre des comptes en ce domaine est d'imposer à ce lien de fidélité unissant l'étranger au roi de France, le cadre du royaume. Nous avons vu que cette coïncidence entre privilège de naturalité et cadre étatique n'allait pas de soi. En cherchant à l'imposer, les magistrats de la Chambre des comptes et quelques autres juristes contribuent à transformer l'octroi de ces privilèges en authentique naturalisation. Quels sont les points sur lesquels l'action de ce milieu a joué un rôle favorable à une évolution du concept de naturalisation dans un sens plus "moderne"?

Nous avons vu que la forme traditionnelle de la lettre de naturalité implique l'existence de degrés dans l'attribution des privilèges qu'elle contient. C'est ce qui était manifesté par la différence entre lettres en forme de charte et simples déclarations. Or il existe parmi les juristes de la monarchie, un courant de pensée hostile à cette gradation dans la naturalisation courant qui tend au contraire à la considérer comme un bloc. A cette tendance se rattachent les lignes déjà citées de Pierre Dupuy pour lequel l'octroi de lettres de naturalité entraîne chez l'étranger un "changement d'état et de condition". Plus significative encore, est la tendance chez d'autres juristes à considérer la distinction entre lettres en forme de charte et lettres de déclaration, comme néfaste. Voici comment s'exprime à ce propos, l'auteur anonyme d'un *Mémoire sur les naturalités, légitimations et anoblissements*, conservé à la Bibliothèque nationale et qui semble dater des années 1600-1610 :

"Ceux qui ont été autrefois sujets de la couronne, qui ne le sont plus, comme les Milanais et Grisons à cause du duché de Milan, les Napolitains à cause du royaume de Naples, les Savoyards à cause que la Savoie a été quelques temps occupée par les rois François I et Henri II, n'obtiennent que des lettres de déclaration, étant réputés Français... Mais le roi y a grand dommage ? car en ce qu'ils n'obéissent ni ne reconnaissent de fait sa Majesté, ils doivent être traités comme étrangers. Si est que voudrait considérer le royaume de France comme était au temps de Charlemagne, il faudrait dire que les Allemands, Lorrains, ceux des Pays-Bas, Italiens, partie de l'Espagne, qu'il subjuga, ne seront étrangers d'autant qu'autrefois ils ont obéi à Charlemagne... et il faut mettre la différence d'entre les naturels sujets et des étrangers selon l'obéissance qui est rendue au prince qui règne et commande."<sup>58</sup>

Derrière la critique acerbe d'une conception juridique héritée de l'Empire romain et dont l'inadéquation à la situation des temps modernes est dénoncée, apparaît clairement la volonté de faire coïncider la naturalisation avec le cadre étatique. Cadre étatique et non pas national. Ce qui définit la qualité de Français est bien l'appartenance au royaume et à l'Etat. Et cette appartenance se marque par l'obéissance au roi :



"Les peuples sont étrangers par leur soumission à d'autres princes que le roi,"

déclare quelques années plus tard (vers 1637) et comme en écho, un autre juriste, Fresnes-Forget<sup>59</sup>. Dans ces textes et déclarations, c'est bien le droit du sol qui sert de fondement à la définition de l'étranger, mais un droit du sol considéré de façon stricte et non plus de façon large comme le fait encore la monarchie à la même époque pour justifier ses prétentions territoriales. Les juristes français, eux lient étroitement la naturalité à l'obéissance *effective* au prince. Or dans le même temps l'évolution des théories politiques fait que ce prince est de plus en plus conçu comme l'incarnation d'un Etat abstrait et non plus comme le premier des membres du corps politique<sup>60</sup>. Le resserrement des privilèges de naturalité sur le cadre étatique se produit donc au moment où l'on est à la recherche d'une nouvelle définition de l'Etat, définition qui à partir d'une abstraction plus forte aboutit à renforcer la prééminence et les exigences - y compris en matière de naturalité - de l'Etat.

Ce qui est essentiel pour le devenir de la lettre de naturalité, est que les officiers de la Chambre des comptes partagent en matière de naturalisation, les mêmes conceptions que celles défendues par les juristes que nous venons de citer. Du point de vue idéologique qui nous intéresse ici, les uns et les autres partagent les mêmes conceptions et vivent sur les mêmes principes. L'homogénéité sociale de ce milieu est un des traits qui le caractérise. Sans doute, dans la définition de ce milieu, les paramètres culturels et idéologiques comptent pour autant que les paramètres sociaux. D'où en particulier l'uniformité et la constance des prises de position de ces hommes sur les lettres de naturalité. On s'en rend compte notamment à travers les témoignages d'hostilité réitérés de la part de cette compagnie à l'égard des lettres de déclaration de naturalité, hostilité qui en outre, se manifeste assez tôt. En 1575, le marchand milanais Camille Daro, présente à la Chambre des lettres qui semblent bien être "de déclaration"<sup>61</sup>. Elles sont considérées comme insuffisantes et la Chambre des comptes "ordonne que ledit Daro obtiendra des lettres de naturalité en forme de charte." Dix ans plus tard, les officiers des comptes reviennent à la charge, et malgré l'usage bien établi de délivrer des lettres de déclaration aux Milanais, délibèrent

"d'en parler au roi et à monseigneur le chancelier pour savoir si Sa Majesté entend que les sujets du duché de Milan prennent dorénavant lettres en forme de déclaration de naturalité simplement ou bien de naturalité en forme de charte."<sup>62</sup>

Dans le même esprit, la Chambre des Comptes s'oppose autant qu'elle le peut à l'octroi de lettres de naturalité avec dispense de résidence dans le royaume. Là encore, son principal moyen de pression sur le roi est le refus d'enregistrement de tels actes. Ainsi en 1637 pour les lettres de naturalité de François de Bonsi, résident du roi de France à Mantoue, et de son fils Pierre. Le texte des lettres de jussion envoyées par Louis XIII à la Chambre des comptes pour lui imposer sa volonté est tout à fait



révélateur des argument avancés de part et d'autre. Du coté des officiers royaux, se lit la défense d'une naturalité conçue dans le seul cadre du royaume. Du côté royal, on reste attaché à une conception plus large dans laquelle le service monarchique peut constituer une justification non seulement nécessaire, mais encore suffisante à l'octroi de la naturalité :

"Nous voulons et vous mandons que vous ayez à registrer purement et simplement nosdites lettres nonobstant que lesdits sieurs de Bonsi père et fils ne soient encore résidents en notredit royaume ni présents en personne pour requérir l'enregistrement d'icelles dont attendu qu'ils sont comme dit est envoyés pour notre service hors de notredit royaume, même qu'ils ne possèdent encore aucun biens ni bénéfices en icelui, nous les avons de notre grâce spéciale relevés et dispensés, relevons et dispensons par ces présentes."<sup>63</sup>

En poussant dans le sens d'une naturalité strictement entendue, la Chambre des Comptes persévère dans un sens qui a toujours caractérisé sa politique dans ce domaine. Depuis le XV<sup>e</sup> siècle, au moment de l'enregistrement des lettres de naturalité, cette compagnie fait systématiquement accompagner l'arrêt d'enregistrement de la clause suivante : "à la charge que les héritiers de l'impétrant soient régnicoles". L'intention est toujours la même : renfermer les privilèges de naturalité dans le cadre du royaume. Or, à force d'ajouter inlassablement la même clause dans ses arrêts d'enregistrement, cette cour finit par imposer ce principe qui s'établit dans la jurisprudence. Tant et si bien que le respect de cette clause devient impératif pour que les privilèges contenus dans les lettres de naturalité puissent jouer. Ce qui est particulièrement important dans ce processus, est que finalement, la monarchie a suivi le mouvement imprimé par ses officiers. Une transformation progressive du contenu de la naturalité a ainsi été rendue possible.

#### 4. Evolution de la lettre de naturalité.

Afin de percevoir cette évolution, il faut repartir de l'action menée par les officiers de la Chambre des comptes. Ce sont eux en effet, qui peu à peu, font accepter leur point de vue à la monarchie, point de vue, qui, nous venons de le voir correspond à une conception de plus en plus stricte et étroite de la naturalité. Le principal moyen d'action dont ces officiers disposent pour imposer leurs vues, est le refus d'enregistrement lorsque un candidat à la naturalisation ne leur paraît pas présenter toutes les qualités requises. La question se pose alors de savoir sur quels critères la Chambre des Comptes se fonde pour justifier son refus.

C'est là qu'intervient l'enquête ordonnée par la Chambre des comptes avant de procéder à la vérification des lettres. Cette enquête porte sur le lieu de naissance et le lieu de résidence de



l'impétrant, sur sa famille et ses biens. Ainsi, un ordre d'enquêter de la Chambre des Comptes de Paris en 1657 porte sur les

"vies, moeurs, religion, conversation, état, condition, et âge desdits impétrants, ensemble de leur fidélité et affection au service du roi, de quel pays et de quelle ville ils sont natifs, combien il y a qu'ils demeurent en France et où ils demeurent à présent, quels biens meubles et immeubles ils tiennent et possèdent, combien peuvent valoir lesdits meubles à les vendre pour une fois, et au regard desdits immeubles où ils sont situés et assis, de qui, comment et à cause de quoi ils sont tenus et mouvant, quels droits, profits et appartenances il y a et combien aussi ils peuvent valoir, tant de revenu annuel comme à vendre pour une fois, et généralement informer sur tout, ce qu'il faut à savoir et enquêter sur cette partie."<sup>64</sup>

L'information sur les biens de l'étranger naturalisé a pour but d'évaluer la perte fiscale subie par le roi qui, en accordant la lettre de naturalité, s'est ainsi privé des ressources du droit d'aubaine. C'est à partir des résultats de cette enquête qu'est théoriquement fixée la taxe ou aumône que l'étranger doit verser pour prix de la vérification de sa lettre de naturalité. L'objet de l'information n'est pas d'éliminer les candidats à la naturalisation qui seraient estimés trop misérables. En ce domaine au contraire, la Chambre des Comptes fait preuve d'assez d'humanité puisqu'elle n'hésite pas à dispenser de taxe ou d'aumône ceux qui sont jugés trop pauvres.

Les refus d'enregistrement de la Chambre des Comptes ne procèdent jamais de la pauvreté du suppliant. Procèdent-ils de sa religion ? Là également la réponse doit être négative. Il semble bien qu'il y ait une tentative en ce sens durant la régence de Marie de Médicis mais elle n'aboutit pas :

"Sur les lettres de naturalité obtenues par (blanc) Passelart, orfèvre demeurant à Angers, natif de (blanc), la Chambre a ordonné que par le procureur général sera communiqué desdites lettres à Monsieur le Chancelier sur ce qu'il s'est trouvé qu'il était de la R.P.R."<sup>65</sup>

Finalement ces lettres furent enregistrées un mois plus tard, mais semble-t-il en payant une surtaxe. Au début du règne personnel de Louis XIV, la Chambre enregistre sans mot dire, des fournées entières de lettres de naturalité accordées à des matelots hollandais protestants. Jamais d'ailleurs l'interdiction de professer la "R.P.R." n'apparaît dans les lettres de naturalité, même, et c'est assez curieux, après 1685.

En revanche, il est deux points sur lesquels la Chambre ne transige pas : la clause portant sur l'incolât des héritiers du naturalisé, et l'obligation de résidence de ce dernier en France. Dans les deux cas, c'est également l'information préalable qui permet à la Chambre des Comptes de connaître la situation du naturalisé sous ce regard. Pour la première de ces clauses, c'est une préoccupation issue à la fois d'idées médiévales et d'idées



mercantilistes qui se fait jour : il faut éviter que, par le jeu des héritages, la substance et la richesse du royaume (sur lesquelles repose la puissance du roi) ne passent à l'étranger. Le phénomène capital dans l'histoire de la naturalité, est qu'en cette matière, la Chancellerie de France a emboîté le pas à la Chambre des comptes, et introduit cette réserve parmi les clauses restrictives des lettres de naturalité. Peu à peu, ce sont toutes les lettres qui stipulent cette obligation. Le mouvement est lent : nombreuses sont les lettres qui, à la fin du XVI<sup>e</sup> et au début du XVII<sup>e</sup> siècle, omettent de préciser cette clause. Mais au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle les choses se précipitent : elle figure sur toutes les lettres de naturalité accordées à des Italiens après 1650. Quelques exceptions peuvent bien réapparaître après 1680, elles sont liées aux cas exceptionnels des lettres portant dispense de résidence. L'objet de la Chambre des Comptes reste le même : faire coïncider la naturalité avec le cadre étatique. Il n'est sans doute pas indifférent que cette clause s'établisse définitivement et systématiquement après la grande poussée absolutiste correspondant aux ministériats de Richelieu et de Mazarin.

La deuxième exigence sur laquelle la Chambre des Comptes ne transige pas concerne l'obligation pour le naturalisé de résider en France. Pour que toute naturalité puisse être vérifiée il faut, non seulement que le bénéficiaire réside en France ("y fasse sa résidence ordinaire"), mais encore qu'il y réside depuis un an et un jour. D'où le refus d'enregistrement de naturalités accordées à des diplomates d'origine étrangère, au service du roi et qui par obligation professionnelle résident à l'étranger. Le problème se posa en particulier en 1637 pour l'enregistrement des lettres accordées aux Bonsi, cas déjà évoqué plus haut. En 1613 pour un cas semblable, la Chambre avait également manifesté son opposition :

"Sur les lettres de naturalité obtenues par Jules et François Miletty natifs de Rome et y résidant près notre Saint Père, la Chambre ne peut entrer au registrement desdites lettres."<sup>66</sup>

La même intransigeance se rencontre à propos du délai d'un an et un jour qui est exigé. En 1610 la vérification des lettres de naturalité obtenues par Rodrigo Ximenes, sa femme et ses cinq enfants est refusée "attendu qu'il n'y a que six mois qu'il sont en France."<sup>67</sup> Il n'est pas jusque qu'au marquis de Pisany, "vrai et naturel Français", ambassadeur de Henri IV auprès du pape, qui n'eût à affronter l'opposition des officiers de la Chambre des Comptes pour les lettres de naturalité accordées à sa femme, une romaine, et à sa fille née à Rome. Les officiers des comptes justifiaient leur refus sur ce qu'au moment où le marquis fit la demande d'entérinement des lettres, femme et fille se trouvaient toujours en Italie. Aussi il est assez amusant de constater que le digne marquis dut se déplacer le 18 novembre 1598 jusqu'à la Chambre des Comptes pour l'informer que sa femme et sa fille étaient enfin en France et que la cour pouvait par conséquent procéder à la vérification de leurs lettres de naturalité<sup>68</sup>.



La conséquence la plus importante de cette exigence concernant la résidence en France des naturalisés, consiste dans l'opposition farouche que la Chambre des Comptes témoigne systématiquement à l'encontre de la forme archaïque de naturalité constituée par les lettres de naturalité avec dispense de résidence. Là encore, le pouvoir royal a finalement été entraîné dans le sens souhaité par ses officiers et accepte de dépouiller le privilège de naturalité de cet aspect archaisant pour le faire coïncider plus fermement avec le cadre étatique. Au début du règne de Louis XV, la monarchie s'interdit d'octroyer des lettres de naturalité avec dispense de résidence dans le royaume. L'édit de février 1720,

"révoque et annule les lettres de naturalité accordées aux non résidents dans le royaume... même celles où la clause de non résidence dans icelui serait insérée."<sup>69</sup>

A l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle, le cadre étatique s'est imposé dans la définition de la naturalisation. Nous sommes là au terme d'une phase évolutive essentielle au cours de laquelle la Chambre des Comptes a bien pu paraître jouer pour la monarchie le rôle d'empêcheur de tourner en rond, mais a finalement permis d'imposer une conception plus stricte de la naturalisation, conception qui par son resserrement même témoigne du renforcement du cadre étatique et de ses exigences.

\* \* \*

Pour déterminer la spécificité de la naturalisation d'Ancien Régime, par rapport à la naturalisation contemporaine, nous avons cherché à faire l'inventaire des usages effectifs de la lettre de naturalité. Il n'a guère été surprenant de retrouver en ce domaine, la diversité foisonnante de l'Ancien Régime. La disposition essentielle de toute lettre de naturalité, et qui la distingue d'actes voisins tels que permissions de résider en France ou permissions d'y tenir bénéfices ecclésiastiques, consiste dans l'attribution au naturalisé de l'entière capacité de disposer de ses biens par testament, et dans la capacité pour ses héritiers de lui succéder s'il meurt intestat. La lettre de naturalité constitue donc une réponse politique à une définition économique de l'étranger.

A partir de cette base commune, on peut distinguer diverses catégories de lettres de naturalité. Les lettres portant dispense de résidence en France nous rappellent l'origine féodale de la naturalité, une naturalité conçue comme allégeance à un prince, et se fondant sur un lien personnel de fidélité, en dehors-même du cadre étatique. Toutefois, le plus surprenant peut-être, est constitué par les lettres de naturalité collectives qui sont concédées en bloc aux ressortissants de nations alliées de la France. Leur existence ne peut se comprendre qu'à partir de l'observation de degrés et de différences de nature et d'effet, dans le privilège de naturalité. Tantôt en effet, la lettre de



naturalité crée chez l'étranger un nouvel état, nous dirions statut, celui de naturalisé; tantôt, elle confirme chez lui la qualité de Français que des contingences historiques ou individuelles avaient pu momentanément occulter. A partir de cette distinction, et au travers des prétentions territoriales françaises qu'elle permet de manifester, se pose le problème de l'incidence, sur la définition de la naturalité, des principes juridiques à partir desquels on cherche à définir le Français et l'étranger : *jus soli* et *jus sanguini*. La préférence que marque l'Etat pour le premier nous renvoie là encore, à ses racines féodales.

La distance se révèle donc bien grande entre la naturalisation d'Ancien Régime et la naturalisation contemporaine. Leur point commun est cependant qu'elles constituent toutes deux une manifestation de la souveraineté de l'Etat. C'est précisément l'imaginaire juridique développé autour de la notion de souveraineté royale, qui tend à présenter la naturalité comme une mesure transmutant, par la grâce du verbe royal, l'étranger en authentique Français. Or il semble bien que la naturalité crée seulement une catégorie particulière de sujets du roi. Leurs privilèges les distinguent des étrangers, mais ils restent, de par leur statut même de naturalisés, dans une condition plus précaire que celle des "vrais et naturels Français". Cette incapacité de la lettre de naturalité à conférer à ces nouveaux sujets du roi, exactement le même statut que celui du naturel Français, provient sans doute du fait qu'elle répond en premier lieu à l'incapacité économique de l'étranger et non à ses incapacités politiques. D'autres lettres en effet, répondent aux incapacités de cet ordre : lettres de dispense, d'habilitation, de capacité, de permissions diverses.

Tout l'effort de la Chambre des Comptes et de ses officiers, consiste justement à renforcer l'aspect politique de la lettre de naturalité, en lui conférant un contenu qui rattache plus fermement l'étranger à l'Etat et au royaume que ne peut le faire une simple dispense d'aubaine. Cet effort ne s'exerce pas en vain et le XVII<sup>e</sup> siècle constitue le siècle où s'opère un déplacement radical et définitif du concept de naturalité de l'économique vers le politique. Dans ce déplacement, c'est l'histoire tout entière de l'Etat absolutiste qui est en jeu. Il témoigne du renforcement de l'autorité royale, et par les conditions plus strictes posées à la naturalisation, du renforcement de l'Etat et de ses exigences. Mais ce renforcement n'est pas le produit d'une seule autorité royale dont le prestige est porté à son zénith. Il est aussi le résultat de l'action tenace de ce milieu, dont fait partie la Chambre des Comptes, des grands corps de l'Etat. Les officiers ont mauvaise réputation dans l'histoire politique du XVII<sup>e</sup> siècle, parce qu'ils perdirent alors d'autres batailles... L'exemple des lettres de naturalité témoigne que les officiers de la Chambre des Comptes n'en continuèrent pas moins à oeuvrer, dans d'autres domaines, à la construction d'un Etat dont ils étaient solidaires. En travaillant avec ténacité à faire coïncider le privilège de naturalité avec le cadre politique constitué par le royaume, ils apportèrent leur pierre à la construction de la "nation France".



# NOTES

<sup>1</sup> GUYOT. *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale...*, Paris, 1784, tome 10, article "Lettres de naturalité", p.482.

<sup>2</sup> BOIZET (J.), *Les lettres de naturalité sous l'Ancien Régime*, Paris, 1943;  
VANEL (M.), *Evolution historique de la notion de français d'origine du XVI<sup>e</sup> siècle au code civil*, Paris, 1945.

<sup>3</sup> BEAUNE (C.), *Naissance de la nation France*, Paris, Gallimard, 1985.

<sup>4</sup> GUENEE (B.), *L'Occident aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Les Etats*, Paris, P.U.F., Nouvelle Cléo. 1971, pp.298-299.

<sup>5</sup> BODIN (J.), *La République*, citée par M. Vanel, *Op. Cit.*, p.11.

<sup>6</sup> A.N., K 172 n°24, lettre de naturalité pour Bénédicte Desbonne et ses enfants natifs de Ferrare, Saint-Maur-des-Fossés, mai 1567.

<sup>7</sup> A.N., P 2688, année 1662, f°174 r° et v°.

<sup>8</sup> "Edit qui permet aux étrangers non naturalisés, même à ceux qui demeurent hors du royaume, d'acquérir des rentes sur l'Hôtel de Ville, et des augmentations de gages", Saint-Germain-en-Laye, décembre 1674. A.N., AD XV 1, "Aubaine et droit d'aubaine".

<sup>9</sup> "Edit du roi portant que les matelots seront censés régnicoles et exempts du droit d'aubaine après cinq ans de service, sans être tenus prendre lettres de naturalité", Versailles, avril 1687. A.N., AD XV 1, "Aubaine et droit d'aubaine".

<sup>10</sup> A.N., X1A 8646, f°275v°, lettres datées de juillet 1608.

<sup>11</sup> Cf. KIEFE (R.), "L'allégeance", dans *La nationalité dans la science sociale et dans le droit contemporain*, qui rapproche la naturalité du XVI<sup>e</sup> siècle d'une conception de l'allégeance conçue comme "lien tout particulier qui rattachait tous les habitants du territoire du royaume de France au souverain" (pp.64-68).

<sup>12</sup> A.N., P 2683 f°18.

<sup>13</sup> A.N., P 2683 f°29v°.

<sup>14</sup> A.N., Z1F 606 f°180.

<sup>15</sup> A.N., K 174 n°37.

<sup>16</sup> A.N., O1 218 f°160-162.

<sup>17</sup> A.N., O1 219, f°239.

<sup>18</sup> "Les lettres de grâce sont des lettres de chancellerie que le prince accorde par faveur à qui bon lui semble sans y être obligé par aucun motif de justice ni d'équité, tellement qu'il peut les refuser quand il le juge à propos: telles sont en général les Lettres de don et autres, qui contiennent quelque libéralité ou dispense.... les lettres de naturalité...", Guyot, *Op. cit.*, tome 10, article "Lettres royaux", p.483.

<sup>19</sup> "Henri IV en donna en 1596 à Vincent I duc de Mantoue, pour lui et pour ses enfants, François, Ferdinand et Vincent de Mantoue. Charles, duc de Mantoue et de Nevers, obtint en 1604, des lettres en faveur des enfants que son fils (né en France) avait eus de Marie de Gonzague, princesse de Mantoue étrangère, pour pouvoir succéder aux grands biens qu'il avait en France. Louis XIII et Louis XIV en ont accordé en 1634 et 1646 au duc de Mantoue", LE BOULLENGER, *Dictionnaire raisonné des domaines et droits domaniaux*, Rouen, 1763, tome 1, p.172.



- 20 B.N.. Ms.fr.4222, f°522v° à 524v°, c'est nous qui soulignons.
- 21 Jean-Pierre Labatut en fait mention dans sa thèse : *Les ducs et pairs de France au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1972.
- 22 B.N.. Ms. Baluze 187, f°259-260.
- 23 A.N.. Q<sup>1</sup> 218 f°19-24.
- 24 LE BOULLENGER, *Op. cit.*, tome 1, p.174 : "Il y a plusieurs étrangers qui ont des privilèges accordés à la nation; mais il est de principe, que ces privilèges ne s'étendent point aux immeubles et aux rentes constituées, qui ne peuvent passer qu'à des régnicoles, à moins d'une dérogation expresse au droit commun sur cette partie."
- 25 LE BOULLENGER, *Ibidem*.
- 26 GUYOT, *Op. cit.*, tome 10, article "Lettres royaux", p.483.
- 27 Contrairement à ce qu'affirme Jacques Boizet dans sa thèse, (pp.14-15), où toutes les lettres de naturalité sont présentées comme étant toujours scellées de cire verte.
- 28 GIRY, *Manuel de diplomatie*, Paris, 1894.
- 29 A.N.. X<sup>1A</sup> 8649, f°276.
- 30 Lettres datées de Toulouse, octobre 1632, et enregistrées au Parlement de Paris le 10 mars 1634, A.N., X<sup>1A</sup> 8652 f°142.
- 31 "Les traités qui abolissent les droits d'aubaine avec certaines nations, n'ont pas d'effet en temps de guerre; et les traités suivant qui confirment les précédents, n'ont point d'effet retroactif à cet égard", LE BOULLENGER, *Op. cit.*, p.174.
- 32 A.N.. P 2669, f°97, 19 août 1609.
- 33 A.N.. V<sup>5</sup> 1227, f°175v° à 177v°.
- 34 LE BOULLENGER, *Ibidem*.
- 35 GOUBERT (P.), *Les Danse et les Motte de Beauvais*, Paris, 1959; *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730*, Paris. 1961.
- 36 A.N., X<sup>1A</sup> 8649, f°69 et aussi V<sup>5</sup> 1229, f°11v°.
- 37 A.N.. X<sup>1A</sup> 8644, f°436, déclaration du 27 février 1602.
- 38 A.N., X<sup>1A</sup> 8637, f°261, déclaration du 22 mai 1584.
- 39 A.N., P 2664, f°338 et f°376v°, entérinement des lettres de naturalité obtenues pour la femme et la fille de Jean de Vivonne, marquis de Pisani, 27 juillet 1594.
- 40 A.N.. Q<sup>1</sup> 5, f°227v°. Naturalité pour un religieux Franc-Comtois (1650).
- 41 A.N.. Q<sup>1</sup> 5, f°230. Naturalité pour un habitant de la vallée de Barcelonnette.
- 42 Nous ne faisons pas allusion ici à la différence entre le statut légal de l'annobli et sa reconnaissance sociale en tant que noble, mais à l'anoblissement progressif conféré par la possession de certaines charges dans l'administration royale.
- 43 BOIZET (J.), *Op. Cit.*, p.94.
- 44 ISAMBERT, *Op. cit.*, tome XIV, pp.517-518, "Déclaration du roi qui soumet à l'enregistrement de la Chambre du trésor du palais à Paris, les lettres de



naturalité obtenues par les étrangers et les bâtards". Saint-Maur-des-Fossés, 17 septembre 1582, enregistré au Parlement le 7 septembre 1583, x<sup>1</sup>A 8637, fol.69. Voir également à ce propos le *Recueil de plusieurs édits, lettres patentes, déclarations et autres pièces concernant le pouvoir et juridiction de la Chambre du Trésor*, Paris, Métayer, 1617.

45 BACQUET (J.), *Trois premiers traités des droits du domaine de la couronne de France avec l'établissement et juridiction de la Chambre du Trésor*, Paris, 1580, pp.62v°-63.

46 YATES (F.), *The French Academies of the Sixteenth Century*, Londres, 1947; FUMAROLI (M.), "Aulae Arcana : rhétorique et politique à la cour de France sous Henri III et Henri IV", *Journal des Savants*, avril-juin 1981, pp.138-189.

47 Cité par BOIZET (J.), *Op. cit.*, p.159, note 3.

48 ISAMBERT, *Op. cit.*, tome 14, p.612, "Edit portant que les étrangers faisant la banque ou le commerce seront tenus de prendre, moyennant finance, des lettres de provision tenant lieu de lettres de naturalité, et qui annule les lettres précédemment accordée", Paris, septembre 1587.

49 *Ibidem*, tome 20, p.299, "Déclaration concernant les lettres de naturalité et de légitimation", Versailles, 22 juillet 1697.

50 GUYOT, *Op. cit.*, tome , p. ; Cf. ISAMBERT, *Op. Cit.*, tome 14, p.383.

51 ISAMBERT, *Op. Cit.*, tome 16, p.86.

52 A.N., P 2663, f°161v°, 26 octobre 1587.

53 B.N., Ms.fr. 18271, ff°173 à 184, "Mémoire sur les princes de Mantoue".

54 LE BOULLENGER, *Op. cit.*, t.1, p.177, article "aubain".

55 B.N., Ms.fr. 18271, f°183.

56 A.N., P 2665, 18 novembre 1596, f°222.

57 A.N., P 2675, 12 septembre 1625, f°134v°.

58 B.N., Ms.fr. 3947, f°77.

59 B.N., Ms.fr. 18271, f°156.

60 Cf. GIESEY (R.E.), *Cérémonial et puissance souveraine*, Paris, Colin, 1987.

61 "Lettres par lesquelles le roi déclare et lui plaît que ledit impetrant puisse disposer de tous et chacuns les biens meubles et rentes à lui appartenant en ce royaume", A.N., P 2660, 6 octobre 1575, f°144v°.

62 A.N., P 2662, f°10, 20 janvier 1584, le débat avait été lancé par la vérification des lettres d'Octave Le Roux, Milanaïs.

63 A.N., O<sup>1</sup> 2, f°156r° et v°.

64 A.N., O<sup>1</sup> 218, f°126v°, Paris, 5 juillet 1657.

65 A.N., P 2671, 5 août 1613.

66 A.N., P 2671, f°13, 5 février 1613.

67 A.N., P 2670, 1610.

68 A.N., P 2666, f°168v°.

69 A.N., AD XV 1.

Please use open access number





# EUI WORKING PAPERS

EUI Working Papers are published and distributed by the  
European University Institute, Florence

Copies can be obtained free of charge – depending on the availability of  
stocks – from:

The Publications Officer  
European University Institute  
Badia Fiesolana  
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI)  
Italy

Please use order form overleaf



# Publications of the European University Institute

To           The Publications Officer  
European University Institute  
Badia Fiesolana  
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI)  
Italy

From       Name .....

Address .....

.....

.....

.....

- ☐ Please send me a complete list of EUI Working Papers
- ☐ Please send me a complete list of EUI book publications
- ☐ Please send me the EUI brochure Academic Year 1990/91

Please send me the following EUI Working Paper(s):

No, Author .....

Title: .....

No, Author .....

Title: .....

No, Author .....

Title: .....

No, Author .....

Title: .....

Date .....

Signature .....





**89/412**

Gianna GIANNELLI/  
Gøsta ESPING-ANDERSEN  
Labor Costs and Employment in  
the Service Economy

**89/413**

Francisco S. TORRES  
Portugal, the EMS and 1992:  
Stabilization and Liberalization

**89/414**

Gøsta ESPING-ANDERSEN/  
Harald SONNBERGER  
The Demographics of Age in  
Labor Market Management

**89/415**

Fritz von NORDHEIM NIELSEN  
The Scandinavian Model:  
Reformist Road to Socialism or  
Dead End Street?

**89/416**

Joerg MAYER  
Reserve Switches and Exchange-  
Rate Variability: The Presumed  
Inherent Instability of the Multiple  
Reserve-Currency System

**89/417**

José P. ESPERANÇA/Neil KAY  
Foreign Direct Investment and  
Competition in the Advertising  
Sector: The Italian Case

**89/418**

Luigi BRIGHI/Mario FORNI  
Aggregation Across Agents in  
Demand Systems

**89/419**

H. U. JESSURUN d'OLIVEIRA  
Nationality and Apartheid:

Some Reflections on the Use of  
Nationality Law as a Weapon  
against Violation of Fundamental  
Rights

**89/420**

Corrado BENASSI  
A Competitive Model of Credit  
Intermediation

**89/421**

Ester STEVERS  
Telecommunications Regulation in  
the European Community: The  
Commission of the European  
Communities as Regulatory Actor

**89/422**

Marcus MILLER/Mark SALMON  
When does Coordination pay?

**89/423**

Marcus MILLER/Mark  
SALMON/  
Alan SUTHERLAND  
Time Consistency, Discounting  
and the Returns to Cooperation

**89/424**

Frank CRITCHLEY/Paul  
MARRIOTT/Mark SALMON  
On the Differential Geometry of  
the Wald Test with Nonlinear  
Restrictions

**89/425**

Peter J. HAMMOND  
On the Impossibility of Perfect  
Capital Markets

**89/426**

Peter J. HAMMOND  
Perfect Option Markets in  
Economies with Adverse Selection



89/427

Peter J. HAMMOND

Irreducibility, Resource  
Relatedness, and Survival with  
Individual Non-Convexities

89/428

Joanna GOYDER

"Business Format" Franchising  
and EEC Competition Law



# EUI Working Papers as from 1990

As from January 1990, the EUI Working Papers Series is divided into six sub-series, each series will be numbered individually (e.g. EUI Working Paper LAW No 90/1).



October 1990



## Working Papers in History

### HEC No. 90/1

Elisabeth ELGAN/Jan  
GRÖNDAHL  
Single Mothers in Early  
Twentieth Century Sweden: Two  
Studies

### HEC No. 90/3

Jean-François DUBOST  
Significations de la lettre de  
naturalité dans la France des  
XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles

### HEC No. 90/2

Jean-Pierre CAVAILLE  
Un théâtre de la science et de la  
mort à l'époque baroque:  
l'amphithéâtre d'anatomie de  
Leiden

## Working Papers in Economics

### ECO No. 90/1

Tamer BAŞAR/Mark SALMON  
Credibility and the Value of  
Information Transmission in a  
Model of Monetary Policy and  
Inflation

### ECO No. 90/2

Horst UNGERER  
The EMS. The First Ten Years  
Policies. Developments. Evolution

### ECO No. 90/3

Peter J. HAMMOND  
Interpersonal Comparisons of  
Utility: Why and how they are  
and should be made

### ECO No. 90/4

Peter J. HAMMOND  
A Revelation Principle for  
(Boundedly) Bayesian  
Rationalizable Strategies

### ECO No. 90/5

Peter J. HAMMOND  
Independence of Irrelevant  
Interpersonal Comparisons

### ECO No. 90/6

Hal R. VARIAN  
A Solution to the Problem of  
Externalities and Public Goods  
when Agents are Well-Informed

### ECO No. 90/7

Hal R. VARIAN  
Sequential Provision of Public  
Goods

### ECO No. 90/8

T. BRIANZA/L. PHILIPS/  
J.-F. RICHARD  
Futures Markets, Speculation and  
Monopoly Pricing



**ECO No. 90/9**

Anthony B. ATKINSON/  
John MICKLEWRIGHT  
Unemployment Compensation  
and Labour Market Transitions:  
A Critical Review

**ECO No. 90/10**

Peter J. HAMMOND  
The Role of Information in  
Economics

**ECO No. 90/11**

Nicos M. CHRISTODOULAKIS  
Debt Dynamics in a Small Open  
Economy

**ECO No. 90/12**

Stephen C. SMITH  
On the Economic Rationale  
for Codetermination

**ECO No. 90/13**

Elettra AGLIARDI  
Learning by Doing and  
Market Structures

**ECO No. 90/14**

Peter J. HAMMOND  
Intertemporal Objectives

**ECO No. 90/15**

Andrew EVANS/  
Stephen MARTIN  
Socially Acceptable Distortion of  
Competition: EC Policy on State  
Aid

**ECO No. 90/16**

Stephen MARTIN  
Fringe Size and Cartel Stability

**ECO No. 90/17**

John MICKLEWRIGHT  
Why Do Less Than a Quarter of  
the Unemployed in Britain Re-  
ceive Unemployment Insurance?

**ECO No. 90/18**

Mrudula A. PATEL  
Optimal Life Cycle Saving  
With Borrowing Constraints:  
A Graphical Solution

**ECO No. 90/19**

Peter J. HAMMOND  
Money Metric Measures of  
Individual and Social Welfare  
Allowing for Environmental  
Externalities

**ECO No. 90/20**

Louis PHILIPS/  
Ronald M. HARSTADT  
Oligopolistic Manipulation of  
Spot Markets and the Timing of  
Futures Market Speculation



## Working Papers in Law

### LAW No. 90/1

David NELKEN

The Truth about Law's Truth

### LAW No. 90/2

Antonio CASSESE/Andrew

CLAPHAM/Joseph H.H.

WEILER

1992 – What are our Rights?

Agenda for a Human Rights

Action Plan

### LAW No. 90/3

Sophie PAPAETHYMIU

Constructivist Epistemology

of Law

### LAW No. 90/4

Joachim WUERMEILING

Legislativer Trilog im Institutionellen Dreieck der Europäischen Gemeinschaft. Das Verfahren der Zusammenarbeit nach Artikel

149 Absatz 2 EWGV.

### LAW No. 90/5

Renaud DEHOUSSE

Représentation territoriale et représentation institutionnelle: réflexions sur la réforme du Sénat belge à la lumière des expériences étrangères

### LAW No. 90/6

J. KORTE (ed.)

A. E. KELLERMANN/

W. M. LEVELT-OVERMARS/

F. H. M. POSSEN

Primus Inter Pares: The European Court and National Courts.

The Follow-up by National Courts of Preliminary Rulings ex Art. 177 of the Treaty of Rome: A Report on the Situation in the Netherlands

## Working Papers in Political and Social Sciences

### SPS No. 90/1

Reiner GRUNDMANN/Christos

MANTZIARIS

Habermas, Rawls, and the

Paradox of Impartiality

### SPS No. 90/2

Hans-Peter BLOSSFELD/Ursula

JAENICHEN

Educational Expansion and

Changes in Women's Entry into Marriage and Motherhood in the Federal Republic of Germany

### SPS No. 90/3

Nico WILTERDINK

Where Nations Meet: National Identities in an International Organisation



## **Working Papers of the European Policy Unit**

### **EPU No. 90/1**

Renaud DEHOUSSE /  
Joseph H.H. WEILER  
EPC and the Single Act:  
From Soft Law to Hard Law?

### **EPU No. 90/2**

Richard N. MOTT  
Federal-State Relations in  
U.S. Environmental Law:  
Implications for the European  
Community

### **EPU No. 90/3**

Christian JOERGES  
Product Safety Law, Internal  
Market Policy and the Proposal  
for a Directive on General  
Product Safety

### **EPU No. 90/4**

Martin WESTLAKE  
The Origin and Development  
of the Question Time Procedure  
in the European Parliament



## Working Papers in European Cultural Studies

**ECS No. 90/1**

Léonce BEKEMANS  
European Integration and  
Cultural Policies. Analysis of a  
Dialectic Polarity

**ECS No. 90/2**

Christine FAURE  
Intellectuelles et citoyenneté  
en France, de la révolution  
au second empire (1789-1870)